

# Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale  
(CADES)**

139 rue de Bercy

75012 Paris

**Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et de  
Commissariat aux Comptes au  
capital de 2 297 184 € inscrite au  
tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile-de-France et membre de  
la compagnie régionale de  
Versailles et du Centre.  
632 013 843 RCS Nanterre

29 rue du Pont

92200 Neuilly-sur-Seine

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

## CADES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

### OPINION AVEC RESERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CADES à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

#### *Motivation de la réserve*

Dans notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 en date du 30 mars 2023, nous avons formulé une réserve en raison de l'impossibilité de se prononcer sur les montants comptabilisés au titre des revenus de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG) relatifs aux créances brutes, aux produits à recevoir et aux provisions pour risques et réduction de produits.

Comme mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.3 de la note « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, la comptabilisation des revenus de la CRDS et de la CSG est réalisée à partir des notifications adressées à la CADES principalement par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (l'ACOSS) en sa qualité d'organisme collecteur. Les compétences de la CADES en matière de recettes consistent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

Nous avons relevé à l'occasion de la réalisation de notre mission, les éléments suivants :

- La Cour des comptes n'a pas été en mesure de certifier les comptes de l'activité de recouvrement en raison des incidences des anomalies et des insuffisances d'éléments probants décrites dans la partie « Fondement de l'opinion » relative à l'activité de recouvrement. En effet, le 16 mai 2023, dans son rapport de certification des comptes du régime général de sécurité sociale relatif à l'exercice 2022, elle certifie les comptes de l'activité de recouvrement sous réserve des incidences de 3 anomalies significatives et de 8 insuffisances d'éléments probants ;
- L'impossibilité de recueillir, auprès de la Cour des comptes conformément aux articles L.141-10 et R.143-23 du code des juridictions financières, dans un calendrier compatible avec l'émission du présent rapport, les éléments nécessaires à l'obtention d'une assurance raisonnable sur ces éléments de comptes en lien avec les revenus de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et de la contribution sociale généralisée (CSG) relatifs aux créances brutes, aux produits à recevoir et aux provisions pour risques et réduction de produits pour le compte de la CADES ;
- L'absence d'émission du rapport de certification des comptes du régime de sécurité sociale pour l'exercice 2023 à la date d'émission du présent rapport ;
- De par son rôle d'attributaire, l'impossibilité pour la CADES d'exercer un contrôle compensatoire sur la fiabilité des flux qui lui sont notifiés.

Compte tenu de ces éléments, nous n'avons pas pu obtenir un niveau d'assurance raisonnable sur l'absence d'anomalies significatives dans les postes suivants des comptes annuels :

- Bilan – Actif :
  - Créances brutes (688,32 M€) et dépréciations de ces créances (-548,50 M€),
  - Produits à recevoir liés à la CSG et à la CRDS (1 714 M€)
- Bilan – Passif :
  - Provisions pour risques et charges de la CSG et la CRDS (80,20 M€)

- Compte de résultat – Produits
- Autres produits d'exploitation liés à la CSG et à la CRDS (19 100,55 M€)
  
- Compte de résultat – Charges
- Autres charges d'exploitation liés à la CRDS et à la CSG (153,35 M€)

## FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux autorités de tutelle.

## INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

### *Désignation du commissaire aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la CADES par notification du président du Conseil d'Administration en date du 28 juin 2022 ratifiée par le Conseil d'Administration du 5 octobre 2022. Au 31 décembre 2023, Grant Thornton était dans la 2<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine, le 29 mars 2024,

Le commissaire aux comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**

Azarias SEKKO

Associé

## BILAN

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales, CCP (note 1)	2 450,77	3 971,50	7 038,12
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit (note 1)			
. A vue	0,02	0,06	0,09
. A terme	-	-	-
Immobilisations incorporelles (note 2)	-	-	-
Immobilisations corporelles (note 2)	-	-	-
Autres actifs (note 3)	2 058,72	1 353,06	641,71
Comptes de régularisation (note 4)	3 795,32	5 297,99	4 051,94
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 304,83</b>	<b>10 622,61</b>	<b>11 731,86</b>
<b>PASSIF</b>			
Dettes envers les établissements de crédit (note 5)			
. A vue	-	-	-
. A terme	848,23	848,23	1 003,37
Dettes représentées par un titre (note 6)			
. Titres de créances négociables	8 450,44	1 906,03	9 301,80
. Emprunts obligataires et assimilés	142 452,70	141 655,83	114 053,90
. Autres dettes représentées par un titre	-	-	-
Autres passifs (note 7)	503,01	1 411,51	1 508,65
Comptes de régularisation (note 8)	1 126,06	954,43	978,05
<b>Sous total endettement</b>	<b>153 380,44</b>	<b>146 776,03</b>	<b>126 845,77</b>
Provisions (note 8 bis)	80,54	76,49	76,85
Dotation en immeubles	181,23	181,22	181,22
Report à nouveau	- 163 642,66	- 155 371,97	- 133 185,36
Résultat	18 305,28	18 960,84	17 813,38
<b>Situation nette -</b>	<b>145 156,15</b>	<b>- 136 229,91</b>	<b>- 115 190,76</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 304,83</b>	<b>10 622,61</b>	<b>11 731,86</b>



## COMPTE DE RESULTAT

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>Intérêts et produits assimilés (note 9)</b>	<b>237,36</b>	<b>787,78</b>	<b>725,82</b>
. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	114,02	87,96	85,79
. Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-
. Autres intérêts et produits assimilés	123,34	699,82	640,03
<b>Intérêts et charges assimilées (note 10)</b>	<b>2 967,21</b>	<b>1 993,67</b>	<b>1 848,76</b>
. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	68,34	45,04	44,14
. Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	2 741,98	1 948,63	1 804,62
. Autres intérêts et charges assimilés	156,89	-	-
<b>Commissions (produits)</b>	-	-	-
<b>Commissions (charges) (note 10)</b>	<b>22,13</b>	<b>45,90</b>	<b>42,50</b>
<b>Gain ou perte sur portefeuilles de négociation et assimilés (note 11)</b>	<b>0,01</b>	<b>0,04</b>	<b>0,01</b>
. Solde des opérations de change	0,01	0,04	0,01
<b>Gain ou perte sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 11 bis)</b>	-	-	-
. Résultat net sur titres de placement	-	-	-
<b>Gain ou perte de change sur opérations de fonctionnement (note 11 ter)</b>	-	-	-
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>0,02</b>	<b>0,05</b>	-
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>0,04</b>	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 751,99</b>	<b>1 251,72</b>	<b>1 165,45</b>
<b>Charges générales d'exploitation (note 13)</b>	<b>1,99</b>	<b>2,39</b>	<b>2,30</b>
. Frais de personnel	0,68	0,83	0,87
. Autres frais administratifs	1,32	1,56	1,43
<b>Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles</b>	-	-	-
<b>Autres produits d'exploitation :</b>	<b>21 221,16</b>	<b>20 363,02</b>	<b>19 139,14</b>
. Produits liés à la CRDS et à la CSG (notes 12 bis et 12-1 bis)	19 100,55	18 218,61	16 969,97
. Produits liés aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (note 12-2 bis)	0,08	0,11	0,19
. Produits du Fonds de réserve pour les retraites (note 12-3)	2 100,00	2 100,00	2 100,00
. Produits immobiliers (note 13 bis)	-	-	-
. Reprise de provisions sur créances (note 12 bis et 12-1 bis)	20,19	44,01	65,96
. Autres reprise de provisions pour risques (note 14 bis)	0,50	0,51	3,40
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>161,90</b>	<b>148,07</b>	<b>158,01</b>
. Charges liées à la CRDS et à la CSG (notes 12 bis et 12-1 bis)	153,35	140,70	150,52
. Charges liées aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (note 12-2 bis)	-	-	-
. Versement à l'Etat (note 14)	-	-	-
. Dotation aux provisions sur risques divers (note 14)	-	-	-
. Dotation aux provisions sur créance (note 12 bis et 12-1 bis)	8,55	7,37	7,49
. Charges immobilières (note 13 bis)	-	-	-
<b>Changeements d'estimations et corrections d'erreurs (note 15 bis)</b>	-	-	-
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>18 305,28</b>	<b>18 960,84</b>	<b>17 813,38</b>
<b>Coût du risque</b>	-	-	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>18 305,28</b>	<b>18 960,84</b>	<b>17 813,38</b>
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	-	-	-
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>18 305,28</b>	<b>18 960,84</b>	<b>17 813,38</b>
<b>Résultats exceptionnels</b>	-	-	-
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>18 305,28</b>	<b>18 960,84</b>	<b>17 813,38</b>

## HORS BILAN

En millions d'euros (notes 16 à 18)	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNES (note 18)</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
. Versements à différentes caisses et organismes de Sécurité sociale (article 4.IV ordonnance 96-50 du 24/01/96)	-	-	-
. Reprise de dette prévue par LDSA n°2020-992 du 7 août 2020	8 768,47	36 000,00	76 000,00
. Engagements de financements donnés : prises en pension, achats de devises, billets de trésorerie	-	-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS (note 18)</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
. Engagements reçus d'établissements de crédit : lignes de trésorerie et de crédit	1 200,00	1 000,00	1 200,00
. Engagements reçus d'établissements de crédit : lignes de crédit en billets de trésorerie	-	-	-
. Engagements de financement reçus : emprunts	-	-	-
. Engagements de financement reçus : papiers commerciaux et mises en pension	-	-	-
. Engagements de financement reçus : versements du Fonds de réserve pour les retraites	15 150,00	17 250,00	19 350,00

## FLUX DE TRESORERIE

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>Produit net bancaire</b>	- 2 752,00	- 1 251,72	- 1 165
Primes d'inflation	147,61	224,71	140
Provisions pour instruments financiers	-	-	-
Amortissement des primes et soultes	- 51,35	- 125,32	- 146
Variation intérêts courus	414,63	124,85	207
<b>Flux de trésorerie net de l'activité bancaire (A)</b>	<b>- 2 241,11</b>	<b>- 1 027,48</b>	<b>- 1 377</b>
<b>Produit net d'exploitation</b>	<b>21 057,28</b>	<b>20 212,59</b>	<b>18 979</b>
Variation produits à recevoir sur CRDS et CSG	- 296,32	- 319,91	- 64
Variation produits à recevoir sur prélèvements sociaux	-	-	-
Variation charges à payer diverses	86,40	103,67	113
Produits constatés d'avance	76,65	-	-
Dotations ou reprise de provisions diverses	- 27,91	- 35,55	- 62
	-	-	-
	-	-	-
<b>Flux de trésorerie net d'exploitation (B)</b>	<b>20 896,10</b>	<b>20 600,61</b>	<b>18 740</b>
<b>Flux de trésorerie issue de l'activité opérationnelle (C=A+B)</b>	<b>18 654,99</b>	<b>19 573,14</b>	<b>17 363</b>
<b>Flux de trésorerie net provenant des opérations financières (D)</b>	<b>7 055,75</b>	<b>17 360,22</b>	<b>19 764</b>
<b>Reprises de dettes (E)</b>	<b>- 27 231,53</b>	<b>- 40 000,00</b>	<b>- 40 000</b>
<b>Flux net de trésorerie (C+D+E)</b>	<b>- 1 520,80</b>	<b>- 3 066,65</b>	<b>- 2 873</b>
Solde trésorerie début de période	3 971,57	7 038,21	9 911
Solde trésorerie fin de période	2 450,77	3 971,57	7 038
<b>Flux net de trésorerie</b>	<b>- 1 520,80</b>	<b>- 3 066,65</b>	<b>- 2 873</b>

Le tableau de trésorerie est structuré autour des éléments suivants :

- A - flux de trésorerie net de l'activité bancaire

Il s'agit du produit net bancaire (dettes, produits financiers dérivés et instruments de trésorerie), déduction faite des revenus et des dépenses qui n'ont pas un impact sur la trésorerie (provisions, amortissements des primes d'émission ou de remboursement, intérêts courus, réévaluation des obligations indexées sur l'inflation...).

- B - flux de trésorerie net d'exploitation

Il s'agit du résultat d'exploitation (principalement les ressources de CRDS, de CSG, des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et sur les produits de placement, et du versement du FRR), déduction faite des revenus et des dépenses sans incidence sur la trésorerie (produits à recevoir ou charges à payer).

- C - flux de trésorerie issue de l'activité opérationnelle

Il est composé des flux de trésorerie net bancaire et d'exploitation (C = A + B).

- D - flux de trésorerie net provenant des opérations financières

Il s'agit des flux de trésorerie liés aux émissions de dette et aux remboursements qui ont eu lieu au cours de la période.

- E - reprises de dette sociale

La dette sociale reprise représente le montant comptabilisé en situation nette au cours de la période par la CADES, au titre des reprises de dettes auprès des organismes de Sécurité sociale.

La variation de trésorerie nette est composée par les différents flux de trésorerie :

- flux de trésorerie issue de l'activité opérationnelle (C) ;
- flux de trésorerie net provenant des opérations financières (D) ;
- reprises de dette sociale (E).

## ANNEXES AUX COMPTES

### FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2023

- **Reprise de dettes des organismes de Sécurité sociale**

Au titre de l'année 2023, conformément aux articles 1 et 2 du Décret n° 2023-12 du 11 janvier 2023, 27,23 milliards d'euros ont été versés aux organismes de Sécurité sociale. Ces versements sont répartis de la manière suivante :

- 3 milliards d'euros de dette des hôpitaux ;
- 24,23 milliards d'euros de déficits prévisionnels.

Conformément aux principes et méthodes comptables énoncés en point 3. « Reprises de dettes des organismes de Sécurité sociale », ces versements effectués en 2023 de 27,23 milliards d'euros (16,23 milliards au premier semestre et 11 milliards au second semestre) ont été comptabilisés en contrepartie de la situation nette dans la rubrique « Report à nouveau ». La reprise des déficits prévus par la Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et non encore versée aux organismes soit 8,77 milliards au 31 décembre 2023 est présentée en engagement hors bilan.

- **Opérations financières**

- **Emissions (hors papiers commerciaux)**

La CADES a emprunté 22,18 milliards d'euros :

- Trois emprunts souscrits sous le programme de droit français en EUR, pour un montant de 12 milliards d'euros ;
- Trois emprunts souscrits sous le programme de droit anglais en USD, pour un montant de 10,18 milliards d'euros.

- **Remboursements (hors papiers commerciaux)**

La CADES a remboursé 20,17 milliards d'euros à l'échéance :

- Cinq emprunts souscrits sous le programme de droit français en EUR, pour un montant de 16,37 milliards d'euros ;
- Un emprunt souscrit sous le programme de droit anglais et un emprunt souscrit sous le programme de droit français en USD, pour un montant de 2,86 milliards d'euros.
- Un emprunt souscrit sous le programme de droit français en AUD, pour un montant de 0,32 milliards d'euros ;
- Un emprunt souscrit sous le programme de droit français en NOK, pour un montant de 0,25 milliards d'euros ;
- Deux emprunts souscrits sous le programme de droit français en CNY, pour un montant de 0,22 milliards d'euros ;
- Un emprunt souscrit sous le programme de droit français en CHF, pour un montant de 0,15 milliards d'euros.

- **Lignes de crédit**

Les engagements reçus au 31 décembre 2023 sont :

- Cinq accords de mobilisation de ligne de trésorerie permettant à la CADES l'approvisionnement direct de son compte de dépôt de fonds en euros ouvert sur les livres de la Banque de France, pour un montant total de 1,2 milliards d'euros, accords annulables par les contreparties avec un préavis de 30 ou 60 jours selon la contrepartie.

## **PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

### **1. Principes généraux d'évaluation et de présentation**

Les principes comptables adoptés par la CADES répondent à une double logique.

Etant donnée l'activité de nature financière de la CADES, les comptes annuels sont établis en conformité avec les dispositions comptables applicables aux établissements de crédit et institutions financières, ainsi qu'avec les principes comptables généralement admis en France ; il est fait notamment application du respect du principe de séparation des exercices et du principe de prudence.

La présentation des comptes est conforme au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Dans l'avis CNC 99-04, le CNC a considéré que la CADES pouvait présenter certaines opérations de façon spécifique. Ainsi, la CADES présente au niveau de son compte de résultat des produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement les recettes de CRDS et CSG, les opérations sur son patrimoine immobilier et les versements qu'elle effectue à l'Etat et aux organismes de Sécurité sociale.

### **2. Spécificités de la CADES**

La mission de la CADES est d'amortir la dette qui lui a été transférée. Le résultat mesure donc la capacité de la CADES à diminuer son endettement propre. Le résultat correspond aux ressources attribuées à la CADES auxquelles sont retranchées les charges financières relatives à son endettement externe.

Il est important de souligner la signification relative du compte de résultat de la CADES, compte tenu des spécificités de sa mission dont l'objet exclusif est d'éteindre une dette sur sa durée de vie.

### **3. Reprises de dettes des organismes de Sécurité sociale**

A la date d'entrée en vigueur du décret fixant les montants et les dates des versements à effectuer par la CADES au titre de la reprise des déficits des organismes de Sécurité sociale prévus par les Lois de financement de la Sécurité sociale, les montants à verser sont comptabilisés en dettes auprès des organismes de Sécurité sociale en contrepartie de la situation nette dans la rubrique « Report à nouveau »<sup>1</sup>.

Lorsque les versements effectifs de la CADES aux organismes de Sécurité sociale déterminés sur la base de déficits provisoires sont supérieurs aux déficits ultérieurement constatés, la CADES peut faire l'objet d'une régularisation en sa faveur. Ces régularisations sont comptabilisées en contrepartie de la situation nette dans la rubrique « Report à nouveau » lors du versement.

La reprise des déficits prévus par les Lois dont les montants et les dates de versement n'ont pas été encore fixés par décret est présentée en engagement hors bilan.

---

<sup>1</sup> Avis n°2010-01 du 9 février 2010

#### **4. Ressources de la CADES**

La Loi ordinaire n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie qui modifie l'Ordonnance n° 96-50 a prolongé la durée de vie de la CADES initialement prévue en 2024, jusqu'au 31 décembre 2033 et octroie les ressources suivantes à la CADES sur les années futures :

- maintien de 0,5 point de CRDS jusqu'à l'extinction de ses missions ;
- maintien de 0,6 point de CSG jusqu'en 2023 puis 0,45 point de 2024 à 2033 ;
- un versement annuel de 2,1 milliards d'euros du FRR jusqu'en 2024 puis 1,45 milliard d'euros de 2025 à 2033.

##### **4.1 - Contribution au remboursement de la dette sociale**

###### ▪ Une ressource explicitement affectée à la CADES

La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) constituée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 a été explicitement créée comme ressource de la CADES : « Le produit des contributions constituées par le chapitre II de la présente Ordonnance pour le remboursement de la dette sociale est affecté à la Caisse d'amortissement de la dette sociale » (article 6 de l'Ordonnance).

###### ▪ Une ressource à assiette large

Les revenus assujettis à la CRDS sont multiples. On peut distinguer :

- d'une part, les revenus d'activité et de remplacement : revenus salariaux, indemnités de licenciement et de retraites sous certaines conditions, pensions de retraite et d'invalidité, indemnités journalières de maladie ou de maternité, aides personnalisées au logement, allocations familiales, aide à l'emploi pour la garde des jeunes enfants... ;
- d'autre part, les revenus du patrimoine, les produits des placements, les ventes de métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité et les revenus issus des jeux.

Les contributions assises sur les revenus de la vente des métaux précieux et de bijoux sont centralisées par les services financiers de l'Etat (DGFIP) avant d'être reversées à la CADES.

Les contributions assises sur les revenus d'activité et de remplacement ainsi que sur les revenus issus du patrimoine, des placements ainsi que des jeux, sont quotidiennement reversées par l'ACOSS à la CADES au fur et à mesure de leur collecte.

###### ▪ Des frais de recouvrement à la charge de la CADES

Comme le prévoit l'article 8 de l'Ordonnance du 24 janvier 1996, les frais d'assiette et de recouvrement sont à la charge de la CADES. Ils sont définis forfaitairement par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Economie et des Finances et du ministre chargé de la Sécurité sociale.

Le montant des contributions versées par les organismes collecteurs subit un prélèvement égal à 0,5 %.

La part de CRDS sur les revenus du patrimoine perçue par voie de rôle essentiellement par le réseau de la direction générale des finances publiques (DGFIP) est versée à la CADES sur la base des rôles émis et non des recouvrements effectués. En contrepartie, les sommes versées font l'objet d'un prélèvement de 4,1 % constitué des frais d'assiette et de recouvrement (0,5 %) ainsi que des frais de dégrèvement et de non-valeur prévus à l'article 1641 du Code général des impôts (3,6 %).

Les montants de CRDS affectés à la CADES sont retracés en « Autres produits d'exploitation » au compte de résultat. Les frais d'assiette et de recouvrement sont comptabilisés dans le compte « Autres charges d'exploitation ».

###### ▪ Principe des droits constatés

En conformité avec le plan comptable des établissements de crédit et le Code de la Sécurité sociale qui

fixe dans ses articles L114-5 et D-114-4-4, le principe de la mise en œuvre des droits constatés pour les organismes du régime général de Sécurité sociale, la CADES applique ce mode de comptabilisation.

Sont ainsi rattachés à l'exercice les montants de CRDS encaissés par les organismes collecteurs au titre de cet exercice indépendamment de leur date d'encaissement effectif. Afin de pouvoir comptabiliser ces produits à recevoir et produits constatés d'avance pour l'arrêté annuel, la CADES reçoit des organismes de recouvrement une notification des évaluations des montants à rattacher à l'exercice et non encore encaissés et des créances de cotisations de CRDS qui restent à recouvrer par l'ACOSS. Les provisions sur ces créances de CRDS sont notifiées par l'ACOSS et sont estimées à partir d'un taux statistique annuel déterminé en fonction de l'antériorité de la créance et pour les créances provenant des reports d'échéance octroyés suite à la crise sanitaire Covid 19 à partir d'une estimation de la recouvrabilité de ces créances dans le contexte économique actuel. Ces provisions sont comptabilisées en réduction des créances brutes comptabilisées à l'actif de la Caisse.

S'agissant de la perception de la CRDS, il est rappelé que la CADES ne joue à aucun moment le rôle de collecteur primaire puisqu'elle reçoit des organismes tiers, au premier titre desquels l'ACOSS, puis le réseau de la direction générale des finances publiques (DGFIP), l'ensemble des ressources qui lui reviennent.

Sa mission se limite à la vérification de l'adéquation entre les sommes transférées et les pièces comptables produites, tandis qu'incombe au collecteur, en contrepartie d'une rémunération correspondant à 0,5 % des sommes recouvrées, outre le transfert des sommes, la vérification de l'assiette ainsi que les mesures de redressement ou de mise en recouvrement.

En conséquence, les compétences de la CADES en matière de recettes se limitent à une vérification comptable formelle des pièces produites par les organismes recouvreurs.

#### **4.2 - Contribution sociale généralisée**

La Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) pour 2009 n° 2008-1330 a étendu la mission de la CADES en lui confiant 27 milliards d'euros de dettes supplémentaires au titre du déficit de l'assurance maladie (14,1 milliards d'euros), de l'assurance vieillesse (8,8 milliards d'euros) et du fonds de solidarité vieillesse (4 milliards d'euros).

Conformément à la Loi organique du 2 août 2005, une augmentation de la ressource a été votée par le Parlement, permettant ainsi de ne pas allonger la durée de vie de la CADES. Cette nouvelle ressource correspond à une fraction de la contribution sociale généralisée (CSG). Celle-ci est versée à la CADES depuis l'exercice 2009 à hauteur de 0,2 % et a été portée, à compter de l'exercice 2011 à 0,48 %, puis à 0,60 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus du patrimoine et les produits de placement assujettis, à 0,30 % pour les gains aux jeux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et à 0,22 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

La Loi ordinaire n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie qui modifie l'Ordonnance n° 96-50 prévoit le maintien de 0,6 point de CSG jusqu'en 2023 puis 0,45 point de 2024 à 2033.

Il s'agit d'une ressource à assiette large qui porte d'une part, sur les revenus d'activité et de remplacement et d'autre part, sur les revenus issus du patrimoine, les revenus des placements, les revenus issus des jeux.

La différence d'assiette entre la CRDS et la CSG concerne notamment les revenus de la vente de métaux précieux et de bijoux, des jeux et des prestations familiales.

Les circuits de versement et les modalités de comptabilisation sont identiques pour la CRDS et la CSG (cf. 4.1).

#### **4.3 - Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement**

La Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010, allouait à la CADES à compter de 2011 une fraction de 1,3 % des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement, mentionnés

aux articles 245-14 et 245-15 du Code de la Sécurité sociale. Le taux de ces prélèvements est fixé à 5,4 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le versement des 1,3 % des prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les revenus de placement a été remplacé par une augmentation de 0,12 % de la fraction de la CSG versée à la CADES.

#### **4.4 - Ressources provenant du Fonds de réserve pour les retraites**

La Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité sociale pour 2011 prévoit que le Fonds de réserve pour les retraites (FRR) verse du 1<sup>er</sup> janvier 2011 jusqu'en 2024, au plus tard le 31 octobre, 2,1 milliards d'euros à la CADES, soit au total 29,4 milliards d'euros. La Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie a prévu un versement complémentaire annuel de 1,45 milliard d'euros de 2025 à 2033. Le calendrier et les modalités de ces versements sont fixés par convention entre les deux établissements.

Cette ressource annuelle versée par le FRR est comptabilisée en produit de l'exercice.

L'engagement du FRR à verser les ressources annuelles subséquentes est comptabilisé en hors bilan en « engagements reçus du Fond de réserve pour les retraites ».

#### **5. Patrimoine privé à usage locatif**

La totalité du patrimoine dévolu au 1er janvier 2000 à la CADES en vertu de l'article 9 de l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 et constaté au niveau du compte de capital « Dotation en immeubles » a été cédée.

Pour le compte de la CADES, la CNAV assurait jusqu'à la fin de la convention la gestion des droits et obligations résiduels liés à ces immeubles.

La convention de gestion, signée en décembre 1999, avec la CNAV concernant tous les actes nécessaires à l'administration des immeubles a pris fin le 31 décembre 2006.

Depuis le 1er janvier 2007, la CADES gère en propre ces dossiers contentieux.

L'agent comptable effectue les prises en charge et comptabilise les recouvrements au vu des pièces justificatives fournies par l'ordonnateur.

#### **6. Opérations en devises**

Les opérations en devises font l'objet d'une comptabilisation multidevises et sont traitées conformément aux principes suivants :

- Les opérations affectant les comptes de bilan et de hors bilan en devises sont réévaluées en euros au cours en vigueur à la date d'arrêt.
- Les taux de change appliqués au 29 décembre 2023 (source BCE) sont les suivants :

USD :	1,1050	SEK :	11,0960	GBP :	0,86905
AUD :	1,6263	NOK :	11,2405	MXN :	18,7231
CHF :	0,9260	NZD :	1,7504	HKD :	8,6314
CAD :	1,4642	TRY :	32,6531	JPY :	156,3300
ZAR :	20,3477	SGD :	1,4591	CNY :	7,8509

- Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en euros au cours en vigueur lors de leur inscription au compte de résultat.
- Les pertes et les gains de change latents ou définitifs sont enregistrés au compte de résultat, au sein des charges ou produits d'exploitation bancaire.



## **7. Pensions livrées sur titres**

Seules des valeurs d'Etat ou des valeurs garanties par l'Etat peuvent constituer la garantie prise en pension dans le cadre du placement des disponibilités de la CADES.

Les titres pris en pension sont présentés dans la rubrique créances sur établissements de crédit.

Ces opérations sont gérées par l'Agence France Trésor dans le cadre du pilotage de la trésorerie euro de l'établissement via le compte unique du Trésor.

## **8. Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations sont inscrites en comptabilité selon la méthode des coûts historiques. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation économique.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels de bureau et de matériels informatiques.

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels.

## **9. Emprunts obligataires**

Les emprunts obligataires émis par la CADES figurent au passif du bilan pour leur montant nominal (s'ils sont remboursés au pair), augmenté des dettes rattachées. Les emprunts obligataires en devises sont convertis en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté.

Les emprunts obligataires indexés sur l'inflation (indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac pour l'ensemble des ménages résidant en France métropolitaine) sont réévalués en fonction de l'index d'inflation à la date d'arrêté, amenant à la comptabilisation d'une prime de remboursement au passif de la CADES.

Les références d'inflation sont les suivantes :

IPC au 31 décembre 2023 :	117,53452
Indice Cadesi 2024 :	1,1733

Les primes d'émission positives constituent des charges à répartir, enregistrées comme telles dans les comptes de régularisation, à l'actif du bilan. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de charges d'exploitation bancaire.

Les primes d'émission négatives sont présentées au sein des produits constatés d'avance. Elles sont amorties sur la durée des emprunts, par imputation aux comptes de produits d'exploitation bancaire.

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont enregistrés en totalité au compte de résultat dès l'émission de la dette, en « commissions ».

## **10. Contrats d'échange de taux ou de devises**

Les engagements relatifs aux opérations de couverture sur des instruments financiers à terme de taux ou de change sont enregistrés dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Les opérations réalisées portent principalement sur des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises conclus à titre de couverture. Les contrats d'échange de taux sont conclus en conformité avec la politique de gestion du risque définie par le conseil d'administration. Les contrats d'échange de devises entrent exclusivement dans le cadre de la couverture du risque de change de la CADES.

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global sont inscrits prorata-temporis au compte de résultat.

Les gains ou les pertes réalisés sur opérations de couverture affectée, sont constatés sous les rubriques « autres intérêts et produits ou charges assimilés » du compte de résultat, symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert.

Dans le cas de soultes provenant de swaps qui couvrent une dette à l'émission, la partie économique venant couvrir les frais d'émission du titre sous-jacent est rapportée en totalité au résultat au moment de la constatation de la soulte. Ce traitement permet de donner une image exacte de la situation patrimoniale des émissions transformées par un contrat d'échange comportant ces soultes et a pour conséquence un lissage prorata temporis de l'équivalent des frais d'émission.

### **11. Provisions**

La CADES ne constate pas de provision à caractère général. Le cas échéant, elle constate des provisions affectées à des risques déterminés, en conformité avec les principes comptables en vigueur.

### **12. Fiscalité**

La CADES n'est assujettie ni aux impôts commerciaux (impôts sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, taxe professionnelle) ni à la taxe d'apprentissage. Le seul impôt auquel elle est soumise est la taxe sur les salaires.

En outre, les plus-values de cessions des immeubles transférés des caisses de Sécurité sociale n'ont donné lieu à aucune imposition au titre de l'impôt sur les sociétés.

### **13. Gestion du risque de contrepartie**

La CADES est susceptible d'être exposée au risque de contrepartie sur un seul type d'opérations : les opérations sur instruments de marchés à terme.

Dans ce cas précis, elle a signé avec toutes ses contreparties des conventions de marché à terme AFB ou FBF prévoyant des appels de marge quotidiens ou hebdomadaires selon la contrepartie et l'accord en place.

Afin de gérer son risque de taux et de neutraliser le risque de change et/ou de structure, la CADES négocie des instruments sur les marchés à terme (swaps de taux, swaps de devises, asset swaps).

Du fait d'appels de marge quotidiens ou hebdomadaires, le risque résiduel en cas de défaillance d'une contrepartie est extrêmement réduit sur ce type d'instruments.

### **14. Conflit en Ukraine**

Dans le contexte actuel lié à la situation en Ukraine et aux conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie, la CADES veille sur les possibles répercussions sur ses activités et ses risques.

Les dépositaires centraux désignés sous ses différents programmes sont en charge d'appliquer les sanctions à l'égard de la Russie.

## NOTES

### LE BILAN

Au 31 décembre 2023, le bilan s'établit à 8 304,83 millions d'euros pour un endettement global de 153 380,44 millions d'euros. La situation nette ressort à – 145 156,15 millions d'euros.

### L'ACTIF

#### Note 1 : les opérations de trésorerie et interbancaires

En millions d'euros	31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>BANQUES CENTRALES</b>	<b>2 450,77</b>	<b>3 971,50</b>	<b>7 038,12</b>
Banques centrales	2 450,77	3 971,50	7 038,12
<b>EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES</b>	-	-	-
Achats de titres d'Etat (< 3 mois)	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>0,02</b>	<b>0,06</b>	<b>0,09</b>
<b>A vue</b>	<b>0,02</b>	<b>0,06</b>	<b>0,09</b>
Comptes ordinaires débiteurs	0,02	0,06	0,09
Titres reçus en pension livrée à vue	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
<b>A terme</b>	-	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme (< 3 mois)	-	-	-
. dont pensions sur bons du trésor	-	-	-
. dont pensions sur obligations	-	-	-
. dont pensions sur titres propres	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 450,79</b>	<b>3 971,56</b>	<b>7 038,21</b>

NB : Au 31 décembre 2023, le solde du compte d'opération de la CADES à la Banque de France est transféré sur le compte de dépôt de fonds en euros pour être exclu de l'opération de nivellement du compte unique de l'Etat à la Banque de France. Le compte « Banques centrales » représente les disponibilités de compte au 31 décembre 2023.

#### Note 2 : les immobilisations incorporelles et corporelles

En millions d'euros	Valeur brute 01/01/2023	Acquisitions	Cessions	Valeur brute 31/12/2023	Amortissements et dépréciations	Valeur nette 31/12/2023	Valeur nette 31/12/2022	Valeur nette 31/12/2021
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>0,12</b>	-	-	<b>0,12</b>	<b>0,12</b>	-	-	-
Logiciels	0,12	-	-	0,12	0,12	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>0,02</b>	-	-	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>	-	-	-
Matériels divers	0,02	-	-	0,02	0,02	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>0,14</b>	-	-	<b>0,14</b>	<b>0,14</b>	-	-	-

Les comptes d'immobilisations incorporelles et corporelles traduisent, après amortissement, la valorisation des logiciels et matériels acquis par la CADES.

### **Note 3 : les autres actifs**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	<b>2 058,72</b>	<b>1 353,06</b>	<b>641,71</b>
Dépôts de garantie versés	1 918,90	1 137,19	175,78
Dépôts de garantie versés	1 914,09	1 135,97	175,03
Créances rattachées	4,81	1,22	0,74
Créances sur cotisations de CRDS, CSG et prélèvements sociaux, non versées à recouvrer	139,82	215,87	465,93
Créance brute	688,32	780,61	1 067,49
Provisions	- 548,50	- 564,74	- 601,56
Autres débiteurs divers sur opérations financières	-	-	-
Autres débiteurs divers sur frais de fonctionnement	-	-	-
Autres débiteurs divers dont CNAV	-	-	-
Créance brute	-	-	-
Provisions	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 058,72</b>	<b>1 353,06</b>	<b>641,71</b>

Les autres actifs correspondent :

- aux dépôts de garantie versés pour 1 918,90 millions d'euros ;
- aux créances sur cotisations de CRDS, CSG et des prélèvements sociaux non versées à recouvrer par l'ACOSS pour 139,82 millions d'euros. La créance brute de 688,32 millions d'euros est diminuée d'une provision pour dépréciation de 548,50 millions d'euros.

La baisse de la créance brute sur l'année 2023 s'explique en partie par la poursuite des remboursements des reports d'échéances du paiement des cotisations salariales de CSG et de CRDS octroyés lors de la crise COVID et par un bon taux de recouvrement spontané.

Les mouvements sur les provisions liés aux restes à recouvrer de CRDS, de CSG, des prélèvements sociaux et les dotations aux provisions relatives aux dossiers contentieux en cours sont décrits dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>PROVISIONS EN DEBUT D'EXERCICE</b>	<b>564,74</b>	<b>601,56</b>	<b>665,24</b>
Impact des changements de méthode comptable	-	-	-
Dotations aux provisions (immobilier)	-	-	-
Dotations aux provisions (CRDS, CSG et prélèvements sociaux)	3,05	5,59	0,46
Reprise de provisions (immobilier)	-	-	-
Reprise de provisions (CRDS, CSG et prélèvements sociaux)	- 19,29	- 42,41	- 64,14
<b>PROVISIONS EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>548,50</b>	<b>564,74</b>	<b>601,56</b>

Sur la base du contexte économique de l'année, les provisions des créances CRDS et CSG non encore recouvrées régressent par rapport à l'année précédente.

## **Note 4 : les comptes de régularisation actif**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>2 048,45</b>	<b>1 627,90</b>	<b>1 924,63</b>
Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt	19,41	13,64	6,63
Sur opérations à terme de devises	313,79	195,21	179,02
Sur recettes de CRDS et CSG	1 714,59	1 418,24	1 738,18
Sur recettes de prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les revenus de placement	-	-	-
Sur vente d'immeubles	-	-	-
Autres produits à recevoir	0,66	0,81	0,80
<b>PERTES POTENTIELLES ET PERTES A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME</b>	<b>0,26</b>	<b>0,95</b>	<b>2,84</b>
<b>CHARGES A REPARTIR</b>	<b>310,51</b>	<b>328,02</b>	<b>109,03</b>
Primes d'émission des emprunts obligataires et EMTN	310,51	328,02	109,03
Autres charges à répartir	-	-	-
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>49,14</b>	<b>3,58</b>	<b>3,90</b>
Charges constatées d'avance sur frais de fonctionnement	0,02	0,02	0,02
Intérêts précomptés sur TCN émis	48,76	3,56	3,88
Intérêts précomptés sur EO émis	-	-	-
Autres charges constatées d'avance	0,36	-	-
<b>AUTRES COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>1 386,96</b>	<b>3 337,54</b>	<b>2 011,54</b>
Comptes d'ajustement sur devise	1 381,10	3 273,17	2 010,86
Compte de régularisation de la gestion locative	-	-	-
Divers	5,86	64,37	0,68
<b>TOTAL</b>	<b>3 795,32</b>	<b>5 297,99</b>	<b>4 051,94</b>

Les comptes de régularisation « actif » recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie. Il s'agit en particulier :

- des produits à recevoir liés à la CRDS et à la CSG (1 714,59 millions d'euros), aux instruments financiers de taux (19,41 millions d'euros), aux instruments financiers de devises (313,79 millions d'euros) ;
- des primes d'émission des emprunts obligataires et des EMTN à répartir pour 310,51 millions d'euros ;
- des charges constatées d'avance (49,14 millions d'euros) concernant notamment les intérêts précomptés sur l'émission des titres de créances négociables ;
- des comptes d'ajustement en devises pour 1 381,10 millions d'euros (comptes techniques permettant le passage au résultat de la réévaluation des comptes de hors bilan).

## LE PASSIF

Le passif distingue la situation nette de la CADES des autres éléments de passif.

La situation nette, composée du report à nouveau (- 163 642,66 millions d'euros), du résultat de l'année (18 305,28 millions d'euros) et de la dotation en immeubles (181,23 millions d'euros) s'élève à : - 145 156,15 millions d'euros.

Le report à nouveau se détaille de la façon suivante :

TEXTES DE REFERENCE	DETTE TRANSFEREE A LA CADES en millions d'euros
Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996	- 20 885,52
Loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997	- 13 263,06
Loi n° 2004-810 du 13 août 2004	- 47 310,00
Loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008	- 27 000,00
Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010	- 65 300,00
Loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011	- 2 466,64
Décret n° 2012-329 du 7 mars 2012	- 6 648,05
Décret n° 2013-482 du 7 juin 2013	- 7 718,57
Décret n° 2014-97 du 3 février 2014	- 10 000,00
Décret n° 2015-170 du 13 février 2015	- 10 000,00
Décret n° 2016-110 du 4 février 2016	- 23 609,05
Décret n° 2020-1074 du 19 août 2020	- 20 000,00
Décret n° 2021-40 du 19 janvier 2021	- 40 000,00
Décret n° 2022-23 du 11 janvier 2022	- 40 000,00
Décret n° 2023-12 du 11 janvier 2023	- 27 231,52
Versement de l'ACOSS concernant la régularisation de la reprise des déficits de 1999 à 2006	64,72
Résultats cumulés de l'établissement de 1996 à 2022 et impacts des changements de méthode comptable antérieurs	197 725,03
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>- 163 642,66</b>

L'endettement, qui s'élève globalement à 153 380,44 millions d'euros, est composé essentiellement de dettes envers des établissements de crédit (848,23 millions d'euros), de dettes représentées par un titre (150 903,14 millions d'euros), de dépôts de garantie reçus et autres (503,01 millions d'euros), des comptes de régularisation (1 126,06 millions d'euros).

## Note 5 : les opérations de trésorerie et interbancaires

En millions d'euros	Au 31/12/2023				Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total	Total	Total
<b>BANQUES CENTRALES</b>							
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	-	-	<b>848,23</b>	-	<b>848,23</b>	<b>848,23</b>	<b>1 003,37</b>
<b>A vue</b>	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires créditeurs	-	-	-	-	-	-	-
<b>A terme</b>	-	-	<b>848,23</b>	-	<b>848,23</b>	<b>848,23</b>	<b>1 003,37</b>
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-
Comptes et emprunts	-	-	847,00	-	847,00	847,00	998,00
. en euros	-	-	847,00	-	847,00	847,00	998,00
. en devises	-	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées (Placements Privés)	-	-	1,23	-	1,23	1,23	5,37
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>848,23</b>	-	<b>848,23</b>	<b>848,23</b>	<b>1 003,37</b>

## Note 6 : les dettes représentées par un titre

En millions d'euros	Au 31/12/2023				Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
	≤ 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total	Total	Total
<b>TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES</b>							
	<b>7 910,57</b>	<b>275,87</b>	<b>264,00</b>	-	<b>8 450,44</b>	<b>1 906,03</b>	<b>9 301,81</b>
NEU CP émis en euros	-	-	-	-	-	-	-
NEU CP émis en devises	-	-	-	-	-	-	-
NEU MTN émis en euros	-	-	264,00	-	264,00	264,00	264,00
Papiers commerciaux émis en euros	-	-	-	-	-	-	-
Papiers commerciaux émis en devises	7 909,50	275,63	-	-	8 185,13	1 640,73	9 036,73
Autres TCN émis en devises	-	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	1,07	0,24	-	-	1,31	1,30	1,07
<b>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>							
	<b>7 560,99</b>	<b>16 377,46</b>	<b>62 608,89</b>	<b>55 905,36</b>	<b>142 452,70</b>	<b>141 655,83</b>	<b>114 053,89</b>
Emprunts obligataires et EMTN émis en euros	3 753,00	10 402,16	32 256,50	45 500,00	91 911,66	96 138,05	77 663,34
Emprunts obligataires et EMTN émis en devises	3 084,31	5 882,35	30 352,39	10 405,36	49 724,41	44 904,67	35 922,46
Dettes rattachées	723,68	92,95	-	-	816,63	613,11	468,09
<b>TOTAL</b>	<b>15 471,56</b>	<b>16 653,33</b>	<b>62 872,89</b>	<b>55 905,36</b>	<b>150 903,14</b>	<b>143 561,86</b>	<b>123 355,70</b>

Un emprunt émis en euros pour un montant de 200 millions et abondé de 100 millions à échéance du 20 décembre 2025, a pour particularité un remboursement anticipé possible au gré des investisseurs à partir de 2021.

### Composition de l'endettement sur titre :

L'endettement sur titre d'un montant de 150 903,14 millions d'euros comprend les titres de créances négociables pour 8 450,44 millions d'euros et les emprunts obligataires et titres assimilés pour 142 452,70 millions d'euros.

Les émissions d'emprunts obligataires et de titres assimilés sont exécutées dans le cadre d'un programme d'emprunt approuvé par le Ministre de l'Economie le 15 décembre 2017 et peuvent être effectuées hors programmes (« stand alone ») et sous les programmes suivants :

- un programme d'émission de droit français dont l'encours maximum possible est de 130 milliards d'euros ;
- un programme d'émission de droit anglais dont l'encours maximum possible est de 65 milliards d'euros ;

- un programme de papier commercial de droit new-yorkais dont l'encours maximum possible est de 60 milliards d'euros ;
- un programme de titres négociables à moyen terme (NEU MTN) de droit français dont l'encours maximum possible est de 10 milliards d'euros ;
- un programme de titres négociables à court terme (NEU CP) de droit français dont l'encours maximum possible est de 20 milliards d'euros ;
- un programme d'émission de droit australien dont l'encours maximum possible est de 6 milliards de dollars australiens.

Au total, l'endettement sur titre à moins d'un an ressort à 32 124,89 millions d'euros et celui à plus de 5 ans à 55 905,36 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre respectivement 22 427,57 millions d'euros et 54 262,71 millions d'euros au 31 décembre 2022. L'endettement à échéance entre 1 an et 5 ans est passé de 66 871,58 millions d'euros au 31 décembre 2022 à 62 872,89 millions d'euros au 31 décembre 2023.



Le tableau qui suit détaille les emprunts (en millions) par programme :

Programme	Date d'émission	Date d'échéance	Nominal en devise	Devise	Taux facial	Code ISIN
Hors programme	29/07/2011	19/12/2025	615	EUR	3,914%	-
	25/11/2011	19/12/2025	232	EUR	4,50%	-
NEU MTN	02/05/2012	02/05/2025	50	EUR	3,1975%	FR0120634516
	10/05/2012	19/12/2025	214	EUR	Max(Min[7%;EURCMSI0ans+0,45%];0%)	FR0120634581 (1)
Droit anglais	20/03/2014	20/03/2024	3 000	USD	3,375%	US12802DAK28
	27/05/2021	27/05/2024	4 000	USD	0,375%	XS2345996230
	01/12/2021	29/11/2024	2 500	USD	1,125%	XS2416456148
	17/05/2022	17/05/2025	3 500	USD	3,000%	XS2480532915
	23/09/2020	23/09/2025	4 000	USD	0,375%	XS2233264550
	02/11/2022	02/11/2025	4 000	USD	4,625%	XS2551365773
	25/01/2023	25/01/2026	4 000	USD	4,000%	XS2580310246
	18/02/2021	18/02/2026	5 000	USD	1,375%	XS2300334476
	19/09/2023	19/09/2026	4 000	USD	4,875%	XS2689239429
	28/10/2021	28/10/2026	3 000	USD	1,250%	XS2402074277
	24/05/2023	24/05/2028	3 000	USD	3,750%	XS2626268069
	21/10/2020	21/10/2030	3 000	USD	1,000%	XS2247546711
	20/01/2021	20/01/2031	5 000	USD	1,375%	XS2287909159
	26/01/2022	26/01/2032	3 000	USD	2,125%	XS2436433333
Droit français	19/06/2013	25/01/2024	3 600	EUR	2,375%	FR0011521319
	28/01/2021	28/01/2024	2 200	CNY	2,200%	FR0014001PL7
	14/02/2014	14/02/2024	145	AUD	5%	FR0011737709
	27/02/2012	27/02/2024	153	EUR	Max(Min[7%;EURCMSI0ans+0,30%];0%)	FR0011202514 (1)
	02/07/2012	02/07/2024	60	EUR	Max(Min[7%;EURCMSI0ans+0,36%];0%)	FR0011277383 (1)
	09/02/2012	25/07/2024	3 250	EUR	CADESI 1,50%	FR0011198787
	16/09/2014	25/11/2024	6 250	EUR	1,375%	FR0012159812
	21/09/2016	21/12/2024	160	EUR	0,12%	FR0013201928
	18/02/2015	18/02/2025	100	EUR	Euribor 3 mois	FR0012538114
	19/12/2014	19/06/2025	125	AUD	3,750%	FR0012398998
	27/06/2012	27/06/2025	194	EUR	3,202%	FR0011276427
	18/08/2011	18/08/2025	813	EUR	3,625%	FR0011092261
	26/09/2022	26/09/2025	1 000	CNY	2,652%	FR001400CP45
	15/11/2011	15/11/2025	800	NOK	4,700%	FR0011142215
	01/12/2011	01/12/2025	800	NOK	5,120%	FR0011153097
	09/03/2011	09/12/2025	150	CHF	2,500%	CH0124739902
	15/03/2012	15/12/2025	1 000	NOK	4,950%	FR0011213958
	01/02/2012	15/12/2025	5 850	EUR	4,000%	FR0011192392
	14/02/2013	15/12/2025	1 000	NOK	4,250%	FR0011421759
	27/01/2021	15/12/2025	1 500	GBP	0,125%	FR00140010H8
	12/07/2011	19/12/2025	800	NOK	4,800%	FR0011074178
	27/06/2012	19/12/2025	2 000	NOK	4,840%	FR0011276732
	01/04/2011	20/12/2025	300	EUR	3,800%	FR0011027929 (2)
	21/06/2012	21/12/2025	1 000	NOK	4,520%	FR0011271527
	02/12/2020	25/02/2026	3 000	EUR	0,000%	FR0014000UG9
	15/06/2021	25/11/2026	4 000	EUR	0,000%	FR0014004016
	16/11/2022	25/05/2027	5 000	EUR	2,875%	FR001400DZ13
	31/08/2022	25/11/2027	3 000	EUR	1,750%	FR001400CHC6
	06/10/2020	25/02/2028	5 000	EUR	0,000%	FR00140002P5
	17/01/2023	25/05/2028	5 000	EUR	3,000%	FR001400F5U5
	17/03/2021	25/05/2029	5 000	EUR	0,000%	FR0014002GI0
	16/02/2022	25/11/2029	3 500	EUR	0,600%	FR0014008E81
	01/03/2023	01/03/2030	4 000	EUR	3,125%	FR001400G6E6
	16/09/2020	25/11/2030	5 000	EUR	0,000%	FR0013534559
	03/02/2021	25/05/2031	4 000	EUR	0,000%	FR0014001SI7
	15/09/2021	15/09/2031	5 000	EUR	0,125%	FR0014005FC8
	28/06/2023	25/11/2031	3 000	EUR	3,000%	FR001400IVT8
	19/01/2022	19/01/2032	6 000	EUR	0,450%	FR0014007RB1
	02/02/2022	02/02/2032	5 000	SEK	1,235%	FR00140082X1
	03/05/2022	25/05/2032	5 000	EUR	1,500%	FR001400A3H2
27/09/2022	25/11/2032	5 000	EUR	2,750%	FR001400CVE3	

1. Ces opérations indexées sont parfaitement swappées et remises aux conditions de marché à taux variable ou taux fixe.
2. Cet emprunt est annulable par les investisseurs à partir de 2021.

## Note 6 bis : opérations en euros et en devises avant et après opérations de couverture

Cette note présente l'incidence des opérations de couverture sur la dette initiale ainsi que la structure des taux avant et après couverture. Elle donne une information constituée à la fois d'éléments comptables et financiers relatifs à la valeur et à la couverture des produits à l'échéance.

En millions d'euros et de devises	Dette initiale		Opérations de couverture		Dette finale	
	en devises	en euros	en devises	en euros	en devises	en euros
<b>DETTE EN EUROS</b>		<b>93 023</b>		<b>56 870</b>		<b>149 892</b>
<b>DETTE EN DEVISES</b>		<b>contre valeur au 31/12/2023</b>		<b>contre valeur au 31/12/2023</b>		
CHF	150	162	-	150	-	162
GBP	1 500	1 726	-	1 500	-	1 726
JPY	-	-	-	-	-	-
USD	60 045	54 339	-	60 045	-	54 339
HKD	-	-	-	-	-	-
SEK	5 000	451	-	5 000	-	451
AUD	270	166	-	270	-	166
NOK	9 400	658	-	9 400	-	658
NZD	-	-	-	-	-	-
CNY	3 200	408	-	3 200	-	408
CAD	-	-	-	-	-	-
MXN	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total devises</b>		<b>57 910</b>	-	<b>57 910</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>150 932</b>	-	<b>1 040</b>		<b>149 892</b>

Le tableau ci-dessus retrace la dette nominale initiale en fonction de sa devise d'émission. Toutes les opérations en devises étant couvertes, la CADES est synthétiquement endettée uniquement en euros. Ces couvertures neutralisent l'impact des variations des taux de change sur la dette de la CADES.

Le tableau suivant indique la structure des taux d'emprunt de la CADES. Les opérations de couverture modifient cette répartition initiale de sorte qu'au final, la CADES se retrouve endettée en taux fixe à hauteur de 72,88 %, à hauteur de 24,50 % à taux variable et 2,62 % à taux indexé sur l'inflation.

Ventilation de la dette en euros et en devises avant et après opérations de couverture										
En millions d'euros	Dette initiale				Incidence des couvertures			Dette finale		
	en devises	en euros	total	%	en devises	en euros	en devises	en euros	total	%
<b>TAUX FIXE</b>										
TCN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires, EMTN et BMTN	49 724,42	87 879,50	137 603,92	91,73	- 49 724,42	20 514,59	-	108 394,09	108 394,09	72,88
Placements privés	-	847,00	847,00	0,57	-	-	-	847,00	847,00	0,57
Swaps de macro couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total taux fixe</b>	<b>49 724,42</b>	<b>88 726,50</b>	<b>138 450,92</b>	<b>91,73</b>	<b>- 49 724,42</b>	<b>20 514,59</b>	<b>-</b>	<b>109 241,09</b>	<b>109 241,09</b>	<b>72,88</b>
<b>TAUX VARIABLE</b>										
TCN	8 185,14	-	8 185,14	5,40	- 8 185,14	8 445,52	-	8 445,52	8 445,52	5,40
Emprunts obligataires, EMTN et BMTN	-	364,00	364,00	0,24	-	27 909,60	-	28 273,60	28 273,60	18,24
Placements privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de macro couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total taux variable</b>	<b>8 185,14</b>	<b>364,00</b>	<b>8 549,14</b>	<b>5,66</b>	<b>- 8 185,14</b>	<b>36 355,12</b>	<b>-</b>	<b>36 719,12</b>	<b>36 719,12</b>	<b>24,50</b>
<b>TAUX INDEXE</b>										
Emprunts obligataires	-	3 932,16	3 932,16	2,61	-	-	-	3 932,16	3 932,16	2,61
Swaps de macro couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total taux indexé</b>	<b>-</b>	<b>3 932,16</b>	<b>3 932,16</b>	<b>2,61</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 932,16</b>	<b>3 932,16</b>	<b>2,62</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>57 909,56</b>	<b>93 022,66</b>	<b>150 932,22</b>	<b>100,00</b>	<b>- 57 909,56</b>	<b>56 869,70</b>	<b>-</b>	<b>149 892,38</b>	<b>149 892,38</b>	<b>100,00</b>

## Note 7 : les autres passifs

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>DEPOTS DE GARANTIE RECUS</b>	<b>503,01</b>	<b>1 411,51</b>	<b>1 335,02</b>
Dépôts de garantie reçus	500,30	1 409,40	1 334,93
Dettes rattachées	2,71	2,11	0,09
<b>AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	-	-	-
<b>AUTRES CREDITEURS SUR OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>	-	-	<b>173,63</b>
Versement à effectuer à l'Etat	-	-	-
Dettes fiscales	-	-	-
Dettes sociales	-	-	-
Fournisseurs	-	-	-
Autres créiteurs divers (ACOSS)	-	-	173,63
<b>TOTAL</b>	<b>503,01</b>	<b>1 411,51</b>	<b>1 508,65</b>

Les autres passifs correspondent principalement :

- aux dépôts de garantie reçus dans le cadre des contrats de marché à terme mis en place afin de couvrir le risque de contrepartie, pour un montant de 503,01 millions d'euros au 31 décembre 2023.

## Note 8 : les comptes de régularisation passif

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>CHARGES A PAYER</b>	<b>398,75</b>	<b>119,62</b>	<b>43,17</b>
Sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts	23,93	26,53	31,38
Sur opérations à terme de devises	371,83	91,08	0,20
Commissions à payer sur opérations de marché	-	-	-
Charges à payer sur frais de fonctionnement	1,09	1,44	1,37
Frais à payer sur recettes de CRDS et CSG	1,88	0,55	10,20
Frais à payer sur recettes de prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les revenus de placement	-	-	-
Autres charges à payer	0,02	0,01	0,01
<b>GAINS POTENTIELS ET GAINS A ETALER SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME</b>	<b>46,40</b>	<b>60,14</b>	<b>66,04</b>
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>300,91</b>	<b>347,60</b>	<b>507,11</b>
Primes d'émission des emprunts obligataires	224,26	347,60	507,11
Sur titres d'Etat	-	-	-
Sur opérations en devises	-	-	-
Autres produits constatés d'avance	76,65	-	-
<b>AUTRES COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>379,98</b>	<b>427,06</b>	<b>361,73</b>
Comptes d'ajustement sur devises	379,98	427,06	346,42
Divers	-	-	15,32
<b>TOTAL</b>	<b>1 126,04</b>	<b>954,43</b>	<b>978,05</b>

Les comptes de régularisation passif recensent les opérations influençant le résultat indépendamment de leur dénouement en trésorerie.

Il s'agit notamment :

- des charges à payer sur les swaps de taux (23,93 millions d'euros), sur la CRDS et la CSG (1,88 millions d'euros) et sur opérations à terme de devises (371,83 millions d'euros) ;
- des soultes à étaler sur swaps de devises (46,40 millions d'euros) ;
- des produits constatés d'avance sur les primes d'émission sur emprunts obligataires (224,26 millions d'euros) ;
- des comptes d'ajustement en devises pour 379,98 millions d'euros (comptes techniques permettant le passage au résultat de la réévaluation des comptes de hors bilan).

### **Note 8 bis : les comptes de provision**

Le poste provisions pour risques et charges est constitué de provisions relatives :

- aux indemnités de licenciement ;
- à la rémunération des jours épargnés par les agents de la CADES ;
- aux conséquences de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 26 février 2015 concernant le remboursement de CRDS, CSG et prélèvement social indûment perçus par la CADES (cf. note 14) ;
- aux provisions pour risques et charges de CSG et de CRDS.

En millions d'euros	Au 31/12/2022	Dotation	Reprise	Au 31/12/2023
<b>PROVISIONS</b>	<b>76,49</b>	<b>5,54</b>	<b>1,49</b>	<b>80,54</b>
Provisions pour indemnités de licenciement	0,32	0,01	0,09	0,24
Provisions pour compte épargne temps	0,06	0,02	-	0,08
Provisions pour rémunération	-	0,02	-	0,02
Provisions pour risques	-	-	-	-
Arrêt Ruyter	0,50	-	0,50	0,00
Provisions CRDS-CSG	75,61	5,49	0,90	80,20
<b>TOTAL</b>	<b>76,49</b>	<b>5,54</b>	<b>1,49</b>	<b>80,54</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Il distingue le produit net bancaire des autres produits et charges d'exploitation pour faire apparaître le résultat de l'exercice.

Produit net bancaire	- 2 751,99	millions d'euros
Produits exceptionnels	-	millions d'euros
Autres produits et charges d'exploitation	<u>21 057,27</u>	millions d'euros
Résultat de l'exercice	18 305,28	millions d'euros

La mission de la CADES est d'amortir la dette qui lui a été transférée. Le résultat mesure la capacité de la CADES à diminuer son endettement propre.

### Le Produit net bancaire

Il s'agit du résultat de l'exploitation bancaire, qui rapproche le coût de l'endettement, les produits de trésorerie et le solde des opérations financières.

#### Note 9 : les produits de trésorerie

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>114,02</b>	<b>87,96</b>	<b>85,79</b>
<b>Intérêts sur opérations à vue</b>	-	-	-
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	-	-	-
Intérêts sur prêts	-	-	-
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	-	-	-
<b>Intérêts sur opérations à terme</b>	-	-	-
Intérêts sur prêts en euros	-	-	-
Intérêts sur prêts en devises	-	-	-
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	-	-	-
<b>Autres intérêts</b>	<b>114,02</b>	<b>87,96</b>	<b>85,79</b>
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	-	-	-
Intérêts sur titres à revenu fixe	-	-	-
Intérêts sur titres d'Etat	-	-	-
<b>AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	<b>123,34</b>	<b>699,82</b>	<b>640,03</b>
Amortissement des primes d'émission	123,34	159,51	167,94
Solde en bénéfice des opérations de couvertures	-	540,31	472,09
Gain sur rachat de titres émis	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>237,36</b>	<b>787,78</b>	<b>725,82</b>

Les produits de trésorerie s'élèvent à 237,36 millions d'euros et correspondent essentiellement :

- aux intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (114,02 millions d'euros) ;
- à l'amortissement des primes d'émission des emprunts émis (123,34 millions d'euros).

## Note 10 : le coût de l'endettement

	En millions d'euros		
	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>68,34</b>	<b>45,04</b>	<b>44,14</b>
<b>Intérêts sur dettes à vue</b>	-	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-	0,00	0,00
Intérêts sur emprunts au jour le jour	-	-	-
Intérêts sur titres donnés en pension livrée	-	-	-
<b>Intérêts sur dettes à terme</b>	<b>34,51</b>	<b>36,41</b>	<b>40,55</b>
Intérêts sur emprunt CDC (transfert de dette)	-	-	-
Intérêts sur crédit multi-devises	-	-	-
Intérêts sur titres donnés en pension livrée	-	-	-
Intérêts sur placements privés	34,51	36,41	40,55
<b>Autres intérêts et charges assimilées</b>	<b>33,83</b>	<b>8,63</b>	<b>3,59</b>
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	<b>2 741,98</b>	<b>1 948,63</b>	<b>1 804,62</b>
<b>Charges sur dettes constituées par des titres</b>	<b>2 741,98</b>	<b>1 948,63</b>	<b>1 804,62</b>
Intérêts sur titres de créances négociables émis en euros	28,41	3,07	1,95
Intérêts sur titres de créances négociables émis en devises	194,48	48,78	20,70
Intérêts sur emprunts obligataires et titres assimilés en euros	1 368,09	1 048,12	1 211,39
Intérêts sur emprunts obligataires et titres assimilés en devises	931,40	572,43	393,25
Autres charges sur dettes constituées par des titres	219,61	276,23	177,32
<b>Autres intérêts et charges assimilées</b>	-	-	-
<b>COMMISSIONS</b>	<b>22,13</b>	<b>45,90</b>	<b>42,50</b>
Commissions sur emprunts à terme auprès d'établissements de crédit	0,05	0,05	0,04
Commissions sur titres de créances négociables émis	-	-	-
Commissions sur emprunts obligataires	22,07	45,84	42,44
Autres commissions sur opérations sur titres	0,01	0,01	0,02
Autres commissions	-	-	-
<b>AUTRES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>	<b>156,89</b>	-	-
Solde en déficit des opérations de couvertures	156,89	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 989,34</b>	<b>2 039,57</b>	<b>1 891,26</b>

Le coût de l'endettement qui s'élève à 2 989,34 millions d'euros est en augmentation de 46,6 % par rapport au 31 décembre 2022, il se décompose en :

- 2 741,98 millions d'euros de charges sur dettes ;
- 225,23 millions d'euros d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (intérêts sur placements privés, appels de marges et sur autres instruments de cours de change) ;
- 22,13 millions d'euros de commissions.

La forte augmentation des intérêts et charges assimilées par rapport au 31 décembre 2022 est liée à la hausse des taux sur les marchés.

**Note 11 : gain ou perte sur portefeuille de transaction**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>SOLDE DES OPERATIONS DE CHANGE</b>	<b>0,01</b>	<b>0,04</b>	<b>0,01</b>
Autres opérations de change	0,01	0,04	0,01



## Les autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation recensent principalement d'une part, les produits et charges spécifiques institués par l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 (CRDS, CSG, prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les revenus de placement, versements du Fonds de réserve pour les retraites, vente de patrimoine immobilier et versements à l'Etat et à divers organismes de Sécurité sociale) et d'autre part, les charges générales d'exploitation et les dotations aux amortissements et aux dépréciations sur les immobilisations.

### Note 12 : les recettes de CRDS<sup>2</sup>

Cette note précise les recettes de CRDS affectées à la CADES par l'article 6 de l'Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, après déduction des frais d'assiette et de recouvrement ainsi que des pertes sur la créance de CRDS (admissions en non-valeur, remises gracieuses, annulations et abandons de créance) :

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>RECETTES CRDS NETTES (article 6)</b>	<b>8 848,33</b>	<b>8 456,36</b>	<b>7 865,90</b>
Recettes CRDS sur activité et remplacement	7 756,44	7 416,30	6 952,49
Recettes CRDS sur patrimoine	383,31	382,89	328,05
Recettes CRDS sur produits de placement	510,67	467,91	432,94
Recettes CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux	6,05	6,45	5,18
Recettes CRDS sur gains aux jeux	191,86	182,81	147,24
Recettes CRDS en exonération compensée (chèques transport, volontariat associatif)	-	-	-

Le montant de la CRDS, nette des frais de recouvrement, s'élève à 8 848,33 millions d'euros.

La CRDS sur les salaires et traitements (circuit de l'ACOSS essentiellement) correspond à 87,66 % du montant global. La CRDS prélevée principalement sur le capital (revenus du patrimoine et produits de placements), recouvrée par le réseau de la Direction générale des finances publiques, représente 10,1 %. La CRDS sur le gain des jeux et la vente des métaux précieux correspond à de 2,24 % du total.

<sup>2</sup> Dans le contexte de la crise Covid et des dispositifs d'allègements, le montant des cotisations des exercices 2022 et 2023 ne sont pas comparables avec l'exercice 2021.

## Note 12-bis

Le tableau qui suit retrace la ventilation des produits et des charges liés à la CRDS au 31 décembre 2023.

En millions d'euros				
PRODUITS LIES A LA CRDS	(I)	CHARGES LIEES A LA CRDS	(II)	Recettes nettes = I - II
CRDS sur activité et remplacement	7 807,49	Admissions en non valeur, abandons et annulations de créance, remises gracieuses	17,95	<b>7 756,44</b>
		Frais d'assiette et de recouvrement	33,10	
CRDS sur patrimoine	399,57	Frais d'assiette et de recouvrement	16,26	<b>383,31</b>
CRDS sur produits de placement	513,24	Frais d'assiette et de recouvrement	2,57	<b>510,67</b>
CRDS sur ventes de bijoux et métaux précieux	6,08	Frais d'assiette et de recouvrement	0,03	<b>6,05</b>
CRDS sur gains aux jeux	192,82	Frais d'assiette et de recouvrement	0,96	<b>191,86</b>
CRDS en exonération compensée (chèques transport, volontariat associatif)	-		-	-
Reprise de provisions sur restes à recouvrer de CRDS	9,11	Dotation aux provisions sur restes à recouvrer de CRDS	4,65	<b>4,46</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 928,31</b>	<b>TOTAL</b>	<b>75,52</b>	<b>8 852,79</b>

### Note 12-1 : les recettes de CSG<sup>3</sup>

La contribution sociale généralisée (CSG) est une ressource affectée à la CADES à hauteur de 0,60 % depuis le 1er janvier 2016 pour la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus du patrimoine et les produits de placement assujettis et à hauteur de 0,22 % pour la CSG sur les gains aux jeux.

Elle est assise sur une base proche de celle de la CRDS (hors vente de bijoux et de métaux précieux).

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>RECETTES CSG NETTES (article 6)</b>	<b>10 098,87</b>	<b>9 621,55</b>	<b>8 953,55</b>
Recettes CSG sur activité et remplacement	9 013,25	8 587,52	8 028,49
Recettes CSG sur patrimoine	460,68	460,43	394,53
Recettes CSG sur produits de placement	612,82	561,50	519,55
Recettes CSG sur gains aux jeux	12,12	12,10	10,98
Recettes CSG en exonération compensée	-	-	-

Le montant de la CSG, nette des frais de recouvrement, s'élève à 10 098,87 millions d'euros.

La CSG sur les salaires et traitements (circuit de l'ACOSS essentiellement) représente 89,25 % du montant global. Le reste de la CSG est prélevé sur les produits de placements, sur les gains aux jeux et les revenus du patrimoine (10,75 %).

<sup>3</sup> Dans le contexte de la crise Covid et des dispositifs d'allègements, le montant des cotisations des exercices 2022 et 2023 ne sont pas comparables avec l'exercice 2021.

## Note 12-1 bis

Le tableau suivant retrace la ventilation des produits et des charges liés à la CSG au 31 décembre 2023.

En millions d'euros

PRODUITS LIES A LA CSG	(I)	CHARGES LIEES A LA CSG	(II)	Recettes nettes = I - II
CSG sur activité et remplacement	9 073,04	Admissions en non valeur, abandons et annulations de créance, remises gracieuses	20,01	<b>9 013,25</b>
		Frais d'assiette et de recouvrement	39,78	
CSG sur patrimoine	480,23	Frais d'assiette et de recouvrement	19,55	<b>460,68</b>
CSG sur produits de placement	615,90	Frais d'assiette et de recouvrement	3,08	<b>612,82</b>
CSG sur gains aux jeux	12,18	Frais d'assiette et de recouvrement	0,06	<b>12,12</b>
CSG en exonération compensée	-		-	-
Reprise de provisions sur restes à recouvrer de CSG	11,07	Dotation aux provisions sur restes à recouvrer de CSG	3,90	<b>7,17</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 192,42</b>	<b>TOTAL</b>	<b>86,38</b>	<b>10 106,04</b>

## Note 12-2 : les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement

Les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement étaient une ressource affectée à la CADES depuis le 1er janvier 2011, par la Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 (articles 245-14 et 245-15 du Code de la Sécurité sociale). A compter du 1er janvier 2016, la CADES ne reçoit plus la fraction de 1,3 % de ces prélèvements mais un complément de 0,12 % de CSG.

Le tableau suivant retrace essentiellement les régularisations sur l'exercice 2023 des versements constatés en 2015.

En millions d'euros

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>RECETTES PRELEVEMENTS SOCIAUX NETTES</b>	- 0,08	- 0,11	- 0,19
Prélèvements sociaux sur produits du patrimoine	-	-	-
Prélèvements sociaux sur revenus de placement	- 0,08	- 0,11	- 0,19

## Note 12-2 bis

Le tableau suivant retrace la ventilation des régularisations sur les produits et les charges liés aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement constatés au cours de l'année 2023.

En millions d'euros

PRODUITS LIES AUX PRELEVEMENTS SOCIAUX	(I)	CHARGES LIEES AUX PRELEVEMENTS SOCIAUX	(II)	Recettes nettes = I - II
Prélèvements sociaux sur produits du patrimoine	-	Frais d'assiette et de recouvrement	-	-
		Admissions en non valeur, abandons et annulations de créances, remises gracieuses	-	
Prélèvements sociaux sur revenus de placement	- 0,08	Frais d'assiette et de recouvrement	-	<b>0,08</b>
Reprise de provisions sur restes à recouvrer	-	Dotation aux provisions sur restes à recouvrer	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>- 0,08</b>	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>0,08</b>

### **Note 12-3 : les versements du Fonds de réserve pour les retraites (FRR)**

Le Fonds de réserve pour les retraites a versé 2,10 milliards d'euros le 26 juin 2023.

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>RECETTES FONDS DE RESERVE POUR LES RETRAITES</b>	<b>2 100,00</b>	<b>2 100,00</b>	<b>2 100,00</b>
Recettes exercice en cours	2 100,00	2 100,00	2 100,00

### **Note 13 : les charges générales d'exploitation**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>0,68</b>	<b>0,83</b>	<b>0,87</b>
Salaires et traitements	0,54	0,63	0,62
Charges sociales	0,12	0,21	0,24
Compte épargne temps	0,02	-	0,01
Charges et produits divers	-	-	-
<b>AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS</b>	<b>1,31</b>	<b>1,56</b>	<b>1,43</b>
Impôts et taxes	0,06	0,08	0,08
Services extérieurs	1,25	1,48	1,35
<b>TOTAL</b>	<b>1,99</b>	<b>2,39</b>	<b>2,30</b>

Les charges générales d'exploitation correspondent à l'exécution du budget administratif hors acquisition et amortissement des immobilisations (cf. note 2).

#### a) Tableau des emplois pourvus au 31 décembre 2023

##### Agents non titulaires de droit public :

- 1 responsable principal des opérations de marché (cadre A),
- 1 responsable adjoint des opérations de marché (cadre A),
- 1 stratégeste en adossement actif-passif (cadre A),
- 1 responsable principal des opérations de post-marché (cadre A),
- 1 responsable adjoint des opérations de post-marché (cadre A),
- 1 chargée de communication (cadre A).

##### Agents titulaires de l'Etat :

- 1 secrétaire générale (cadre A).

Les agents non titulaires de droit public sont mis à disposition de l'AFT depuis le 1er septembre 2017. A ce titre, les salaires, charges patronales et taxes sur les salaires sont pris en charge par la CADES puis remboursés annuellement par la Direction générale du Trésor (DGT). Conformément à la convention cadre de mise à disposition signée le 1er septembre 2017 par la CADES et la DGT, le montant des salaires est ensuite refacturé à la CADES.

Les frais administratifs de la CADES s'élèvent à 1,31 million d'euros pour 2023 et comprennent notamment des dépenses de fonctionnement directement prises en charge par le Ministère de l'Economie et des Finances au titre des activités de l'AFT réalisées pour le compte de la CADES, conformément à la convention financière du 22 novembre 2018, ainsi que les honoraires des commissaires aux comptes au titre de la certification des comptes pour l'audit de l'exercice 2023 pour 62 701,53 € hors taxes.

**Note 14 : les autres charges d'exploitation non bancaire**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Versement à l'Etat	-	-	-
Dotation provisions pour risques divers			
Arrêt de Ruyter	-	-	-
Réduction de produits CRDS-CSG	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Par arrêt du 26 février 2015, la Cour de justice européenne a confirmé le non assujettissement des revenus immobiliers perçus en France par des non-résidents fiscaux, et leur a ouvert le droit au remboursement intégral des montants indûment prélevés depuis 2012 au titre de la CSG, CRDS et du Prélèvement social. La provision qui en découlait est désormais nulle, ce qui explique les soldes nuls.

**Note 14bis : les autres produits d'exploitation**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Autre reprise de provisions pour charges diverses	-	-	-
Autre reprise de provisions pour risques divers			
Arrêt de Ruyter	0,50	0,51	3,40
<b>TOTAL</b>	<b>0,50</b>	<b>0,51</b>	<b>3,40</b>

**Note 15 : Charges et produits exceptionnels**

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Prescriptions de dettes sur budget administratif	-	-	-
Prescriptions de dettes sur budget de financement	-	-	-
Autres produits exceptionnels (impact changements ACOSS)	-	-	-
Autres charges exceptionnelles (impact changements ACOSS)	-	-	-
Autres charges exceptionnelles	-	-	-
Autres produits exceptionnels	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-

## LE HORS BILAN

Le hors bilan présente les engagements selon leur sens « donnés » ou « reçus » (engagements de financement, de garantie, sur titres). Cependant, certains engagements ne sont pas pris en compte. Il en va ainsi des engagements relatifs aux opérations en devises et sur instruments financiers à terme. Les informations relatives à ces engagements sont retracées dans les notes 16 à 17.

### Note 16 : les opérations en devises

En millions d'euros	Au 31/12/2023		Au 31/12/2022		Au 31/12/2021	
	Devises à recevoir	Devises à livrer	Devises à recevoir	Devises à livrer	Devises à recevoir	Devises à livrer
<b>OPERATIONS A TERME :</b>						
<b>FINANCEMENTS EN DEVISES</b>	<b>57 909,57</b>	-	<b>46 545,42</b>	-	<b>44 959,19</b>	-
<b>Opérations de couverture négociées de gré à gré</b>						
<b>Change à terme contre euros</b>	<b>8 185,15</b>	-	<b>1 640,74</b>	-	<b>9 036,73</b>	-
< 1 an	8 185,15	-	1 640,74	-	9 036,73	-
de 1 à 5 ans	-	-	-	-	-	-
> 5 ans	-	-	-	-	-	-
<b>Swaps de devises contre euros</b>	<b>49 724,42</b>	-	<b>44 904,68</b>	-	<b>35 922,46</b>	-
< 1 an	8 966,67	-	3 608,21	-	3 090,23	-
de 1 à 5 ans	30 352,39	-	29 829,92	-	25 768,84	-
> 5 ans	10 405,36	-	11 466,55	-	7 063,39	-
<b>OPERATIONS A TERME :</b>						
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS RECUS EN DEVISES</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations de couverture négociées de gré à gré</b>						
<b>Change à terme contre euros</b>	-	-	-	-	-	-
< 1 an	-	-	-	-	-	-
de 1 à 5 ans	-	-	-	-	-	-
<b>Swaps de devises contre euros</b>	-	-	-	-	-	-
< 1 an	-	-	-	-	-	-
de 1 à 5 ans	-	-	-	-	-	-
> 5 ans	-	-	-	-	-	-

Le change à terme contre euros correspond aux achats à terme mis en place pour la couverture des papiers commerciaux en devises. Au 31 décembre 2023, l'encours s'élève à 8 185,15 millions d'euros.

L'augmentation de l'encours de swaps de devises contre euros est liée à l'augmentation de l'encours des émissions libellées en devises.

## Note 17 : les marchés à terme d'instruments financiers

En millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET</b>			
<b>Marchés organisés et assimilés</b>	-	-	-
Opérations fermes de couverture	-	-	-
Contrats Euro Bobl Future (5 ans)	-	-	-
Contrats Euro Bund Future (10 ans)	-	-	-
Autres opérations fermes	-	-	-
Opérations conditionnelles de couverture	-	-	-
Autres opérations conditionnelles	-	-	-
<b>Gré à gré</b>	<b>5 090,50</b>	<b>6 014,79</b>	<b>9 178,25</b>
<b>Opérations fermes de couverture</b>			
. Echanges de taux en euros	<b>5 090,50</b>	<b>6 014,79</b>	<b>9 178,25</b>
. Micro-couverture	5 090,50	6 014,79	9 178,25
< 1 an	2 999,17	824,29	3 163,46
de 1 à 5 ans	2 091,33	5 190,50	6 014,79
> 5 ans	-	-	-

Au 31 décembre 2023, les instruments de taux d'intérêts se composent de 5 090,50 millions d'euros de swaps de micro-couverture.



## Note 18 : les autres engagements hors bilan

en millions d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>			
<b>Engagements reçus</b>			
<b>D'établissements de crédit</b>			
. Lignes de trésorerie	1 200,00	1 000,00	1 200,00
. Lignes de crédit multidevises	-	-	-
. Lignes de crédit en billets de trésorerie	-	-	-
. Lignes de crédit	-	-	-
<b>Divers</b>			
. Fonds de réserve pour les retraites	15 150,00	17 250,00	19 350,00
. Emprunts	-	-	-
. Papiers commerciaux et mises en pension	-	-	-
<b>Engagements donnés</b>			
Versement à l'Etat	-	-	-
Versement aux organismes de Sécurité sociale	-	-	-
. Reprise de dette prévue par LDSA n°2020-992 du 7 août 2020	8 768,47	36 000,00	76 000,00
Engagements de financement donnés : prises en pension, achats de devises, billets de trésorerie	-	-	-

Les engagements reçus se composent de :

- cinq accords de mobilisation de ligne de trésorerie permettant à la CADES l'approvisionnement direct de son compte de dépôt de fonds en euros ouvert sur les livres de la Banque de France, pour un montant total de 1,2 milliards d'euros, accords annulables par les contreparties avec un préavis de 30 et de 60 jours selon la contrepartie ;
- des versements du Fonds de réserve pour les retraites pour un montant total de 15,15 milliards d'euros correspondant aux versements annuels de 2,10 milliards d'euros de 2024, (Loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité sociale pour 2011) et de 1,45 milliards de 2025 à 2033 (Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie).

Les engagements donnés correspondent au montant du transfert de dette sociale et à l'autonomie prévu par la Loi ordinaire n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie qui modifie l'Ordonnance n° 96-50, prévoit le transfert de 136 milliards d'euros de dette sociale à la CADES, à partir de l'année 2020 et d'ici le 1er janvier 2024. Au 31 décembre 2023, l'engagement restant correspond à :

- 8,77 milliards d'euros au titre des déficits sociaux prévisionnels 2020-2023 liés à la crise actuelle et aux futurs investissements dans les établissements publics de santé qui ont été décidés dans le cadre du Ségur de la santé.

Le montant total des versements à réaliser au titre des reprises de déficits par la CADES ne pourra excéder 40 milliards d'euros par an. Les dates et montants de ces versements seront fixés par décret.

**Note 19 : éléments de synthèse**

---

<b>BILAN SYNTHETIQUE AU 31/12/2023</b>		en millions d'euros
<b>REPORT A NOUVEAU DEBITEUR au 31/12/2023</b>	-	<b>163 642,66</b>
<b>BENEFICE AU 31/12/2023</b>		<b>18 305,28</b>
<b>DOTATION EN IMMEUBLES</b>		<b>181,23</b>
<b>DETTE RESTANT A REMBOURSER au 31/12/2023</b>	-	<b>145 156,15</b>
<b>représentée par :</b>		
. des passifs externes contractés		
. dettes financières < 1 an		<b>32 124,89</b>
. dettes financières > 1 an		<b>119 626,48</b>
. comptes de régularisation passif et divers		<b>1 629,07</b>
. déduction faite des actifs détenus		
. placements financiers		<b>2 450,79</b>
. comptes de régularisation actif et divers		<b>5 773,50</b>

---

<b>COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31/12/2023</b>		en millions d'euros
<b>PRODUIT NET CRDS, CSG ET PRELEVEMENTS SOCIAUX</b>		<b>18 959,27</b>
<b>CHANGEMENTS D'ESTIMATIONS ET CORRECTIONS D'ERREURS</b>		<b>-</b>
<b>PRODUIT NET DU FRR</b>		<b>2 100,00</b>
<b>REVENU NET DES IMMEUBLES</b>		<b>-</b>
Charges d'intérêts	-	2 967,21
Commissions et autres charges d'exploitation bancaire	-	22,17
Produits d'intérêts et solde d'opérations de change		237,39
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	-	<b>2 752,00</b>
<b>Frais généraux d'exploitation</b>	-	<b>1,99</b>
<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION</b>		<b>18 305,28</b>
Dotations aux provisions pour risques divers		-
Charges et produits exceptionnels		-
<b>BENEFICE AU 31/12/2023</b>		<b>18 305,28</b>

---

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

La CADES présente ci-après une information en valeur de marché, comparant l'endettement en valeur de remboursement à l'arrêté comptable au 31 décembre 2023 et l'endettement en valeur de marché.

L'endettement en valeur de remboursement à l'arrêté comptable est égal à la somme des agrégats suivants :

- a. nominal des emprunts à taux fixe, révisable ou variable en euros ;
- b. nominal de la jambe en euros, à taux fixe, révisable ou variable des swaps de base transformant parfaitement les emprunts en devises en emprunts en euros ;
- c. nominal couru des obligations indexées sur l'inflation au 31 décembre 2023.
- d. les intérêts courus non échus sont exclus de l'endettement en valeur de remboursement.

L'endettement en valeur de remboursement à l'échéance est égal à la somme des agrégats suivants :

- a. nominal des emprunts à taux fixe, révisable ou variable en euros.
- b. nominal de la jambe en euros, à taux fixe, révisable ou variable des swaps de base transformant parfaitement les emprunts en devises en emprunts en euros.
- c. nominal projeté à terminaison des obligations indexées sur l'inflation.
- d. valeur de marché des swaps de macro-couverture.

L'endettement en valeur de marché est égal à la somme des agrégats suivants :

- a. valeur des emprunts obligataires à taux fixe et indexés sur l'inflation déterminée à partir d'un cours moyen constaté sur le marché au 31 décembre 2023.
- b. valeur des titres émis non cotés obtenue par l'utilisation d'une courbe zéro coupon CADES au 31 décembre 2023. Les options incluses dans certains de ces titres sont valorisées selon un modèle interne s'appuyant sur un logiciel de valorisation standard développé et commercialisé par un fournisseur externe.
- c. valeur des dérivés utilisés pour la transformation d'une partie de l'endettement en micro-couverture. Les options incluses dans certains de ces instruments sont valorisées selon le même modèle interne.
- d. valeur des dérivés de macro-couverture.
- e. valeur actualisée au 31 décembre 2023 du collatéral, des pensions livrées et des soldes bancaires.

En millions d'euros	ENDETTEMENT EN VALEUR DE REMBOURSEMENT		ENDETTEMENT EN VALEUR DE MARCHÉ	VALEUR DE MARCHÉ DES OPERATIONS DE COUVERTURE
	A l'échéance	A l'arrêté comptable du 31/12/2023	Au 31/12/2023	Au 31/12/2023
< à 1 an	26 801,84	26 765,36	26 752,91	487,08
De 1 à 5 ans	63 975,29	63 975,29	63 730,24	1 273,54
> à 5 ans	55 287,16	55 287,16	50 572,60	547,98
Swaps	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>146 064,29</b>	<b>146 027,80</b>	<b>141 055,74</b>	<b>1 334,44</b>
Taux révisable	32 854,55	32 854,55	32 967,49	1 507,04
Taux indexé	3 968,65	3 932,16	3 937,75	-
Taux fixe	109 241,09	109 241,09	104 150,50	172,60
Swaps	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>146 064,29</b>	<b>146 027,80</b>	<b>141 055,74</b>	<b>1 334,44</b>

Comparée à l'exercice précédent, la structure de la dette en valeur comptable au 31 décembre 2023 fait apparaître une hausse de la proportion de l'endettement à court terme et une baisse de celle à moyen et long terme :

ENDETTEMENT	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
A court terme (< 1 an)	18,33%	13,21%	13,19%
A moyen terme	43,81%	47,97%	60,45%
A long terme (> 5 ans)	37,86%	38,83%	26,37%

La structure des émissions au 31 décembre 2023 reflète une baisse de la proportion de l'endettement en euros par rapport à la structure au 31 décembre 2022 :

ENDETTEMENT	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
En devises	37,94%	31,00%	35,40%
En euros	62,06%	69,00%	64,60%

Le tableau ci-dessous de la structure de la dette en valeur comptable après couverture montre une baisse de la proportion de l'endettement à taux fixe et à taux indexé, quand la proportion de l'endettement à taux révisable augmente :

ENDETTEMENT	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Taux révisable	22,50%	19,17%	20,55%
Taux indexé	2,69%	2,76%	3,06%
Taux fixe	74,81%	78,07%	76,39%

Éléments explicatifs sur les écarts de l'endettement en valeur de remboursement :

L'écart entre l'endettement en valeur de marché et l'endettement comptable est lié aux éléments suivants :

- la valeur de marché des emprunts à taux fixe a diminué en raison de la hausse des taux ;
- en valeur de marché, il est tenu compte des coupons futurs actualisés alors que la valeur de remboursement est pied de coupon ;
- le résultat des swaps de macro-couverture impacte la valeur de marché quel que soit son sens.

Les éléments présentés dans cet exercice à titre d'information recouvrent un périmètre significatif de l'activité principale de la CADES, qui est de rembourser au mieux sa dette contractée sur les marchés financiers.

## **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES**

Le décret n° 2024-176 du 6 mars 2024 a fixé les reprises de dettes pour l'exercice 2024. Celles-ci s'élèvent à 8,77 milliards d'euros et se répartissent de la manière suivante :

- 8,77 milliards d'euros de déficits prévisionnels.

*This is a free translation into English of the statutory auditors' review report on the yearly financial information issued in French and is provided solely for the convenience of English-speaking users. This report includes information relating to the specific verification of information given in the state-owned company's management report. This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional standards applicable in France.*

## *Caisse d'amortissement de la dette sociale* (Social Security Debt Amortisation Fund)

### Statutory auditor's report on the financial statements

Year ended 31 December 2023

**Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et de  
Commissariat aux Comptes au capital  
de 2 297 184 € inscrite au tableau de  
l'Ordre de la région Paris Ile-de-France  
et membre de la compagnie régionale  
de Versailles  
632 013 843 RCS Nanterre

***Caisse d'amortissement de la dette sociale*(Social Security Debt Amortisation Fund)**

139 rue de Bercy  
75012 PARIS 12

**STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS**

**Financial year ended 31 December 2023**

Dear Sir, Madam,

**QUALIFIED OPINION**

In compliance with the engagement entrusted to us by your Board of Directors, we have audited the accompanying financial statements of the *Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale* (CADES) for the year ended 31 December 2023.

Subject to the qualification described in the "Basis for qualified opinion" section of our report, in our opinion the financial statements give a true and fair view of the financial position and assets and liabilities of CADES as at 31 December 2023 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

**BASIS FOR QUALIFIED OPINION**

***Motivation for the qualification***

In our report on the annual financial statements for the year ended 31 December 2022, dated 30 March 2023, we expressed a qualified opinion due to the inability to express an opinion on the amounts recorded in respect of revenue from the contribution to the social security debt repayment contribution (CRDS) and the social security contribution (CSG) relating to receivables, deferred revenues and provisions for risks and revenues reductions.



As mentioned in paragraphs 4.1 to 4.3 of the "Accounting principles and methods" note to the annual financial statements, CRDS and CSG revenues are recorded on the basis of notifications sent to CADES mainly by the *Agence centrale des organismes de sécurité sociale* (ACOSS) in its capacity as collecting agency. In terms of revenues, CADES is responsible for formally verifying the accounting records produced by collection agencies.

In the course of our audit, we identified the following points:

- The Cour des Comptes (The French court of Auditors) was unable to approve the financial statements of the revenue collection activity due to the impact of the misstatements and insufficiencies of evidence described in the "Basis of opinion" section relating to the revenue collection activity. On 16 May 2023, in its audit report of the financial statements of the general social security scheme for the financial year 2022, the French *Cour des Comptes* (the French Court of Auditors) certified the financial statements of the revenue collection activity subject to the impact of 3 material misstatements and 8 insufficiencies of supporting evidence ;
- The impossibility to obtain from the French *Cour des Comptes*, in accordance with articles L.141-10 and R.143-23 of the *Code des juridictions financières* (the French Code of Financial Jurisdictions), and within a timeframe compatible with the issuance of this report, the information necessary to provide reasonable assurance on the items in the accounts relating to revenue from contributions to the repayment of the social security debt (CRDS) and the general social security contribution (CSG) in respect of gross receivables, accrued income and provisions for risks and revenue write-downs in respect of CADES;
- The absence of a report certifying the accounts of the social security system for the 2023 financial year at the date of issue of this report ;
- That through its role as assignee, CADES is unable to exercise compensatory control on the reliability of the flows that are reported to it.

In view of the above, we were unable to obtain reasonable assurance whether the following items in the financial statements are free from material misstatement:

- Balance sheet – Assets:
  - Receivables (€688.32m) and impairment of receivables (-€548.5m),
  - CSG and CRDS accrued income (€1,714m)
- Balance sheet – Liabilities:
  - Provisions for CSG and CRDS risks and charges (€80.20m)
- Income statement – Income

- Other operating income for CSG and CRDS (€19,100.55m)
- Income statement – Expenses
- Other operating expenses for CSG and CRDS (€153.35m)

## **BASIS FOR QUALIFIED OPINION**

### ***Audit Framework***

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the Statutory Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report.

### ***Independence***

We conducted our audit engagement in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (*Code de commerce*) and the French Code of Ethics (*Code de déontologie*) for statutory auditors for the period from 1 January 2023 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014.

## **JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS**

In accordance with the requirements of Articles L. 821-53 and R. 821-180 of the French Commercial Code relating to the justification of our assessments, in addition to the matter described in the "Basis for qualified opinion" section, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These assessments were made in the context of our audit of the financial statements taken as a whole and the formation of our audit opinion expressed above. We do not express an opinion on any individual element of these annual accounts. These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

We determined that there were no key audit matters to report.

## **SPECIFIC VÉRIFICATIONS**

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations.

With the exception of the potential effects of the point described in the “Basis for qualified opinion section”, we have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to supervisory authorities.

## **REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS WITH RESERVATION**

### ***Appointment of the Statutory Auditor***

We were appointed as statutory auditor of CADES by notification from the President of the Board of Directors dated 28 June 2022, ratified by the Board of Directors on 5 October 2022. As at 31 December 2023, Grant Thornton was in the second year of its total uninterrupted engagement.

## **RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE FINANCIAL STATEMENTS**

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company’s ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risks management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The financial statements were approved by the Board of Directors.

## STATUTORY AUDITOR'S RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

### *Objectives and audit approach*

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance as to whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.821-55 of the French Commercial Code (Code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit, and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the over of internal control;
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of the accounting estimates; and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the entity's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of this audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, attention must be drawn in the audit report to the information provided in the financial statements concerning this uncertainty or, if such disclosures are not provided or are irrelevant, a qualified opinion or a refusal to certify the financial statements must be issued;

- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

### ***Report to the Audit Committee***

We submit a report to the Audit Committee, setting out in particular, the scope of our audit and the audit program implemented, together with the conclusions of our audit. We also report to the Audit Committee any material weaknesses in internal control that we have identified relating to the accounting and financial reporting procedures.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) N° 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee any risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

The Statutory Auditors

Grant Thornton SAS

French Member of Grant Thornton International

Signed by:

Azarias SEKKO

and dated 29 mars 2024 at Neuilly-sur-Seine

## BALANCE SHEET

At (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>ASSETS</b>			
Cash in hand, balances with central banks and post office banks (Note 1)	2,450.77	3,971.50	7,038.12
Treasury bills and other bills eligible for refinancing with central banks (Note 1)	-	-	-
Loans and advances to credit institutions (Note 1)			
. Repayable at sight	0.02	0.06	0.09
. Repayable at term	-	-	-
Intangible assets (Note 2)	-	-	-
Tangible assets (Note 2)	-	-	-
Other assets (Note 3)	2,058.72	1,353.06	641.71
Prepayments and accrued income (Note 4)	3,795.32	5,297.99	4,051.94
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>8,304.83</b>	<b>10,622.61</b>	<b>11,731.86</b>
<b>LIABILITIES AND RESERVES</b>			
Amounts owed to credit institutions (Note 5)			
. Payable at sight	-	-	-
. Payable at term	848.23	848.23	1,003.37
Debts evidenced by securities (Note 6)			
. Negotiable debt instruments	8,450.44	1,906.03	9,301.80
. Bonds and similar instruments	142,452.70	141,655.83	114,053.90
. Other debts evidenced by securities	-	-	-
Other liabilities (Note 7)	503.01	1,411.51	1,508.65
Accruals and deferred income (Note 8)	1,126.06	954.43	978.05
<b>Sub-total - Liabilities</b>	<b>153,380.44</b>	<b>146,776.03</b>	<b>126,845.77</b>
Provisions (Note 8a)	80.54	76.49	76.85
Property endowment	181.23	181.22	181.22
Retained earnings	-163,642.66	-155,371.97	-133,185.36
Profit for the period	18,305.28	18,960.84	17,813.38
<b>Sub-total - Reserves</b>	<b>-145,156.15</b>	<b>-136,229.91</b>	<b>-115,190.76</b>
<b>TOTAL LIABILITIES AND RESERVES</b>	<b>8,304.83</b>	<b>10,622.61</b>	<b>11,731.86</b>

## PROFIT AND LOSS ACCOUNT

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>Interest receivable and similar income (Note 9)</b>	<b>237.36</b>	<b>787.78</b>	<b>725.82</b>
. From transactions with credit institutions	114.02	87.96	85.79
. From bonds and other fixed income securities	-	-	-
. Other interest receivable and similar income	123.34	699.82	640.03
<b>Interest payable and similar charges (Note 10)</b>	<b>- 2,967.21</b>	<b>- 1,993.67</b>	<b>- 1,848.76</b>
. On transactions with credit institutions	-	45.04	44.14
. On bonds and other fixed income securities	-	1,948.63	1,804.62
. Other interest payable and similar charges	-	-	-
<b>Fees receivable</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Fees payable (Note 10)</b>	<b>- 22.13</b>	<b>- 45.90</b>	<b>- 42.50</b>
<b>Gains or losses on trading securities (Note 11)</b>	<b>0.01</b>	<b>0.04</b>	<b>0.01</b>
. Net profit (loss) on foreign exchange transactions	0.01	0.04	0.01
<b>Gains and losses on investment securities (Note 11a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Net profit (loss) on investment securities	-	-	-
<b>Exchange rate gains and losses on management operations (Note 11b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Other operating income - banking</b>	<b>0.02</b>	<b>0.05</b>	<b>-</b>
<b>Other operating charges - banking</b>	<b>- 0.04</b>	<b>- 0.02</b>	<b>- 0.02</b>
<b>NET BANKING INCOME</b>	<b>- 2,751.99</b>	<b>- 1,251.72</b>	<b>- 1,165.45</b>
<b>General operating charges (Note 13)</b>	<b>- 1.99</b>	<b>- 2.39</b>	<b>- 2.30</b>
. Staff costs	-	0.83	0.87
. Other administrative charges	-	1.56	1.43
<b>Depreciation, amortisation and impairment provisions on intangible and tangible assets</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Other operating income:</b>	<b>21,221.16</b>	<b>20,363.02</b>	<b>19,139.14</b>
. Income relating to CRDS and CSG (Notes 12a and 12-1a)	19,100.55	18,218.61	16,969.97
. Income relating to social levies on income from property and investments (Note 12-2a)	-	0.11	0.19
. Income from the Retirement Reserve Fund ( <i>Fonds de Réserve pour les Retraites</i> ) (Note 12-3)	2,100.00	2,100.00	2,100.00
. Income from property (Note 13a)	-	-	-
. Provisions reversed for receivables (Notes 12a and 12-1a)	20.19	44.01	65.96
. Other provisions reversed for risks (Note 14a)	0.50	0.51	3.40
<b>Other operating charges</b>	<b>- 161.90</b>	<b>- 148.07</b>	<b>- 158.01</b>
. Charges relating to CRDS and CSG (Notes 12a and 12-1a)	-	140.70	150.52
. Charges relating to social levies on income from property and investments (Note 12-2a)	-	-	-
. Payments to the State (Note 14)	-	-	-
. Provisions for sundry liabilities (Note 14)	-	-	-
. Provisions for receivables (Notes 12a and 12-1a)	-	7.37	7.49
. Charges related to property (Note 13a)	-	-	-
<b>Changes in estimates and corrections of errors (Note 15a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GROSS OPERATING PROFIT</b>	<b>18,305.28</b>	<b>18,960.84</b>	<b>17,813.38</b>
<b>Cost of risk</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>OPERATING PROFIT</b>	<b>18,305.28</b>	<b>18,960.84</b>	<b>17,813.38</b>
<b>Gains or losses on fixed assets</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROFIT ON ORDINARY ACTIVITIES BEFORE TAXATION</b>	<b>18,305.28</b>	<b>18,960.84</b>	<b>17,813.38</b>
<b>Exceptional income</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>NET PROFIT FOR THE PERIOD</b>	<b>18,305.28</b>	<b>18,960.84</b>	<b>17,813.38</b>

## OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

At (€ millions) (Notes 16-18)	12/31/2023	12/31/2022	12/31/2021
<b>COMMITMENTS GIVEN (Note 18)</b>			
<b>Financing commitments</b>			
. Payments to various social security bodies (Article 4.IV Order No. 96-50 of 24 January 1996)	-	-	-
. Assumption of debt provided for by Social Security Funding Law No. 2020-992 of 7 August 2020	8,768.47	36,000.00	76,000.00
. Financing commitments given: acquired under repurchase agreements, currency purchases, treasury bills	-	-	-
<b>COMMITMENTS RECEIVED (Note 18)</b>			
<b>Financing commitments</b>			
. From credit institutions: cash and credit lines	1,200.00	1,000.00	1,200.00
. From credit institutions: credit lines in treasury bills	-	-	-
. Financing commitments received: borrowings	-	-	-
. Financing commitments received: commercial paper and lent under repurchase agreements	-	-	-
. Financing commitments received: payments from the Retirement Reserve Fund ( <i>Fonds de Réserve pour les Retraites</i> )	15,150.00	17,250.00	19,350.00



## CASH FLOW STATEMENT

(€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>Net banking income</b>	- 2,752.00	- 1,251.72	- 1,165
Inflation premiums	147.61	224.71	140
Amortisation of premiums and balancing payments	- 51.35	- 125.32	- 146
Change in accrued interest	414.63	124.85	207
<b>Net cash from (used in) banking activities (A)</b>	- 2,241.11	- 1,027.48	- 1,377
<b>Net operating income</b>	21,057.28	20,212.59	18,979
(Increase)/decrease in accrued income from CRDS and CSG	- 296.32	319.91	- 64
(Increase)/decrease in accruals on social levies	-	-	-
(Increase)/decrease in deferred expenses	86.40	103.67	- 113
Unearned income	76.65	-	-
Provisions - sundry allocations or reversals	- 27.91	- 35.55	- 62
	-	-	-
<b>Net cash from (used in) operating activities (B)</b>	20,896.10	20,600.61	18,740
<b>Net cash from (used in) banking and operating activities (C=A+B)</b>	18,654.99	19,573.14	17,363
<b>Net cash from (used in) financing activities (D)</b>	7,055.54	17,360.22	19,764
<b>Debt assumed (E)</b>	- 27,231.53	- 40,000.00	- 40,000
<b>Net cash flow for the year (C+D+E)</b>	- 1,520.80	- 3,066.65	- 2,873
Net cash at beginning of period	3,971.57	7,038.21	9,911
Net cash at end of period	2,450.77	3,971.57	7,038
<b>Net cash flow for the year</b>	- 1,520.80	- 3,066.65	- 2,873

The cash flow statement takes into account the following items:

- A – net cash from (used in) banking activities

This is net banking income (debts plus income from derivatives and cash instruments) less income and expenses with no effect on the cash position (provisions, amortisation of issuance and redemption premiums, accrued interest, revaluation of index-linked bonds, etc.).

- B – net cash from (used in) operating activities

This is the operating profit or loss (mainly income from CRDS and CSG, social levies on income from property and investments and from the FRR) less income and expenses with no effect on the cash position (accrued income or accrued expenses).

- C – cash from (used in) banking and operating activities

This consists of net cash from (used in) banking and operating activities (C = A + B).

- D – net cash from (used in) financing activities

These are the cash flows resulting from debt issuance and debt repayment during the period.

- E – social security debt assumed

Social security debt assumed represents the amount recognised under reserves during the period by CADES in respect of debt assumed from social security funding organisations.

The net change in cash and cash equivalents reflects the following cash flows:

- cash from (used in) banking and operating activities (C);
- net cash from (used in) financing activities (D);
- social security debt assumed (E).

## NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

### HIGHLIGHTS OF THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2023

- **Debts assumed from social security funding organisations**

In accordance with Articles 1 and 2 of Decree no. 2023-12 of 11 January 2023, €27.23 billion was paid to the social security funding organisations in respect of 2023. These payments broke down as follows:

- €3 billion in hospital debt;
- €24.23 billion in forecast deficits.

In accordance with the accounting policies and methods set out in point 3, “Debts assumed from social security funding organisations”, these payments made in 2023 of €27.23 billion (€16.23 billion in respect of the first half-year and €11 billion in respect of the second) were recognised in reserves under the “Retained earnings” heading. The assumption of deficits provided for by Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on social security debt and not yet paid to the organisations, which came to €8.77 billion at 31 December 2023, was recognised as an off-balance sheet commitment.

- **Financing transactions**

- **Issues (excluding commercial paper)**

CADES borrowed €22.18 billion:

- Three issues made under the French programme in EUR, for an amount of €12 billion.
- Three issues made under the UK programme in USD, for an amount of €10.18 billion.

- **Redemptions (excluding commercial paper)**

CADES reimbursed €20.17 billion at maturity:

- Five issues made under the French programme in EUR, for an amount of €16.37 billion.
- One issue made under the UK programme and one issue made under the French programme in USD, for an amount of €2.86 billion.
- One issue made under the French programme in AUD, for an amount of €0.32 billion.
- One issue made under the French programme in NOK, for an amount of €0.25 billion.
- Two issues made under the French programme in CNY, for an amount of €0.22 billion.
- One issue made under the French programme in CHF, for an amount of €0.15 billion.

- **Credit lines**

Commitments received as at 31 December 2023 comprise:

- Five activation agreements for credit lines enabling CADES to add funds directly to its euro-denominated deposit account held with Banque de France, totalling €1.2 billion and cancellable by the counterparties at 30 to 60 days’ notice, depending on the counterparty.

## ACCOUNTING POLICIES AND METHODS

### **1. Basis of valuation and presentation**

The accounting policies adopted by CADES meet two requirements.

Given that the activity of CADES is essentially financial, the financial statements are prepared in accordance with accounting regulations applicable to credit institutions and financial institutions as well as with generally accepted accounting principles in France. In particular, CADES has applied the accrual concept and the prudence concept.

The presentation of the financial statements complies with Regulation No. 2014-07 of 26 November 2014 issued by the French Accounting Standards Authority (*Autorité des Normes Comptables* – ANC) relating to the financial statements of banking sector companies. In its opinion CNC 99-04, the French National Accounting Board decided that CADES could present certain transactions in a manner specific to it. Accordingly, in its profit and loss account, CADES records operating income and expenses, which are mainly composed of the revenue drawn from the CRDS and CSG and from property transactions, and payments to the State and social security funding organisations.

### **2. Specific characteristics of CADES**

CADES has been tasked with paying down the debt transferred to it. The profit for the year therefore measures its capacity to reduce its own debt and corresponds to the resources allocated to CADES less the financial costs relating to its debt with third parties.

The profit and loss account should be interpreted in light of the specific mission entrusted to CADES, the sole purpose of which is to extinguish a debt over its scheduled term.

### **3. Debts assumed from social security funding organisations**

On the effective date of the decree that sets the amounts and dates of payments that CADES must make in respect of debts assumed from social security funding organisations in accordance with the social security deficit funding acts, the amounts payable are recognised under amounts payable to social security funding organisations, with an offsetting entry against the profit and loss account brought forward<sup>1</sup>.

When CADES' actual payments to the social security bodies as determined on the basis of the provisional deficits are greater than the deficits subsequently established, an adjustment may be made in CADES' favour. These adjustments are recognised against the profit and loss account brought forward at the time of the payment.

Debts assumed in accordance with legal stipulations but for which the payment dates have not yet been set by decree are recorded as off-balance sheet commitments.

---

<sup>1</sup> Opinion No. 2010-01 of 9 February 2010

#### **4. CADES' resources**

Ordinary Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on the social security debt and autonomy, which amends Order No. 96-50, extended CADES' term, initially set to end in 2024, to 31 December 2033 and allocated the following resources to CADES in the future:

- maintenance of 0.5 percentage points of CRDS until it has completed its missions;
- maintenance of 0.6 percentage points of CSG until 2023 and then 0.45 percentage points from 2024 to 2033;
- an annual payment of €2.1 billion from the FRR until 2024 and then of €1.45 billion from 2025 to 2033.

#### **4.1 - Contribution to the repayment of social security debt**

##### **▪ Revenue explicitly allocated to CADES**

The social security debt repayment contribution (CRDS) defined by Order No. 96-50 of 24 January 1996 was explicitly created to provide resources to CADES. Article 6 of said Order states that “the proceeds of the contributions created in respect of Chapter 2 of said Order on repayment of the social security debt shall be allocated to Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale”.

##### **▪ A broad-based tax**

The tax is levied on multiple sources of income. One can distinguish:

- On the one hand, employment income and unemployment and similar benefits: salaried income, redundancy payments and retirement indemnities (under certain conditions), retirement and disability pensions, health and maternity benefits, housing benefits, family allowances and child-minding benefits, etc., and
- On the other hand, income from property, from investments, from the sale of precious metals, gems, objets d'art, collectors' items and antiques, and from gaming.

Contributions assessed on the sales of precious metals and gems are collected by the State's financial agencies (DGFIP) before being paid over to CADES.

Contributions assessed on employment income, unemployment and similar benefits as well as income from property, investments and gaming are paid over daily by ACOSS to CADES as and when they are collected by the central agency.

##### **▪ Collection costs borne by CADES**

Article 8 of the Order of 24 January 1996 stipulates that CADES shall bear assessment and collection costs. These costs consist of a flat amount defined jointly by the Minister of the Economy and Finance and the Minister of Social Security.

Collection agencies deduct a 0.5% withholding from the contribution paid over to CADES.

CRDS contributions levied on income from property entered in the tax assessment register mainly by the offices of the DGFIP (*Direction Générale des Finances Publiques* or Directorate General of Public Finances) are paid over to CADES on the basis of register entries and not the amounts actually collected. In return, a 4.1% withholding is applied to the sums paid over to CADES to cover assessment and collection costs (0.5%) and the cost of tax reductions and bad debts (3.6%), as provided for by Article 1641 of France's General Tax Code (*Code Général des Impôts*).

Amounts collected by CADES in respect of the CRDS are reported under “Other operating income” in the profit and loss account. Assessment and collection costs are recorded under “Other operating charges”.

- Accrual basis accounting

CADES applies the accruals principle in accordance with accounting standards applicable to credit institutions and Articles L.114-5 and D.114-4-4 of the Social Security Code establishing the principle whereby social security agencies shall maintain accounting records on a receivable-payable basis.

Accordingly, CRDS contributions paid to collecting agencies are included in the accounts for the period regardless of the date on which these amounts were actually collected. So as to be able to recognise this accrued income and deferred income at the balance sheet date, CADES accrues this income on the basis of a notification provided by the collecting agencies indicating amounts assessed for the period not collected at the balance sheet date and CRDS contributions not yet collected by ACOSS. Provisions against outstanding CRDS contributions are notified to CADES by ACOSS. These provisions are calculated on a statistical basis applying an annual rate determined by reference to an ageing analysis of the receivables and, for receivables arising from payment extensions granted as a result of the COVID-19 health crisis, factoring in the likelihood that they will be collected based on current economic circumstances. The provisions are deducted from gross amounts receivable as reported in the balance sheet.

Regarding the collection of the CRDS contributions, note that at no time does CADES act as primary collector; all the resources to which it is entitled are remitted by third parties, first and foremost ACOSS, followed by the offices of the DGFIP.

CADES' responsibility is confined to verifying that the sums transferred agree to the accounting vouchers raised. The primary collecting agencies are responsible for transferring the funds, for verifying the tax base, for adjusting tax bases when applicable and for recovering past dues, in return for which these agencies receive a remuneration equivalent to 0.5% of the sums collected.

Accordingly, CADES' responsibility at revenue level is limited to substantive verifications of the accounting vouchers produced by the collecting agencies.

#### **4.2 - Supplementary social security contribution**

The 2009 Social Security Funding Act No. 2008-1330 extended the mission of CADES by entrusting to it an additional €27 billion of debt in respect of the health insurance deficit (€14.1 billion), old age pension deficit (€8.8 billion) and senior citizens' solidarity fund (€4 billion).

Pursuant to the Organic Law of 2 August 2005, the French Parliament voted to increase CADES' resources so as not to extend its life. These new resources correspond to a portion of the supplementary social security contribution (*Contribution Sociale Généralisée* – CSG). Since 2009, this has been paid to CADES at the rate of 0.2%. From 2011 it was increased to 0.48% and then from 1 January 2016 to 0.60% for CSG on all taxable employment income, unemployment and similar benefits, and income from property and investments, while CSG on profits from gaming was increased from 1 January 2016 to 0.30% and from 1 January 2021 to 0.22%.

Ordinary Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on the social security debt and autonomy, which amends Order No. 96-50, maintains the payment of 0.6 percentage points of CSG until 2023 and then of 0.45 percentage points from 2024 to 2033.

This is a broad-based tax levied on employment income, unemployment and similar benefits as well as income from property, investments and gaming.

The difference in tax base between the CRDS and CSG mainly concerns revenue from the sale of precious metals and gems, from gaming and from family benefits.

The payment circuits and methods of accounting for the CSG are the same as for the CRDS (see 4.1).

#### **4.3 - Social levies on income from property and investments**

Act No. 2010-1594 of 20 December 2010 allocated to CADES, starting in 2011, a 1.3% share of the social levies on the income from property and investments referred to in Articles 245-14 and 245-15 of the Social Security Code. The rate for these levies is set at 5.4% as from 1 January 2012.

With effect from 1 January 2016, the payment of 1.3% of social levies on income from property and investments was replaced by an increase of 0.12% in the portion of the CSG paid to CADES.

#### **4.4 - Resources from the Retirement Reserve Fund**

Under the 2011 Social Security Funding Act (*Loi de Financement de la Sécurité Sociale – LFSS*) No. 2010-1594 of 20 December 2010, the Retirement Reserve Fund (*Fonds de Réserve pour les Retraites – FRR*) is required to pay CADES a total of €29.4 billion in instalments of €2.1 billion no later than 31 October each year, with effect from 1 January 2011 until 2024. Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on social debt and autonomy provided for an additional annual payment of €1.45 billion from 2025 to 2033. The two institutions concerned have an agreement setting out the timing and terms and conditions governing these payments.

This annual resource paid by the FRR is recognised under income for the period.

FRR’s commitment to pay amounts for subsequent years is recognised in off-balance sheet items under “Other commitments received – Retirement Reserve Fund”.

#### **5. Private rental property**

CADES has sold all the property transferred to it on 1 January 2000 in application of Article 9 of Order No. 96-50 of 24 January 1996 and recorded under “Property endowment” as a component of reserves.

Acting on behalf of CADES, CNAV managed the residual rights and obligations related to this property until the expiration of the agreement between the two parties on 31 December 2006.

Signed in December 1999, this agreement empowered CNAV to do all that was necessary in connection with the administration of the properties.

Since 1 January 2007, CADES manages disputes and claims internally.

CADES’ Accounting Officer records expenses and revenue on the basis of the supporting documents submitted by the Authorising Officer.

#### **6. Transactions denominated in foreign currencies**

Foreign currency transactions are recorded on a multi-currency basis and are measured in accordance with the following principles:

- Foreign currency transactions involving balance sheet and off-balance sheet items are measured in euro at the rate of exchange ruling on the balance sheet date.
- The rates used at 29 December 2023, which correspond to the reference rates communicated by the European Central Bank, are indicated in the table below:

USD:	1.1050	SEK:	11.0960	GBP:	0.86905
AUD:	1.6263	NOK:	11.2405	MXN:	18.7231
CHF:	0.9260	NZD:	1.7504	HKD:	8.6314
CAD:	1.4642	TRY:	32.6531	JPY:	156.3300
ZAR:	20.3477	SGD:	1.4591	CNY:	7.8509

- Foreign currency income and charges are translated into euro at the exchange rate ruling on the date when they were recognised in the profit and loss account.
- Realised and unrealised foreign exchange gains and losses are recognised in the profit and loss account as operating income from banking transactions or operating charges on banking transactions.

#### **7. Repurchase agreements with securities delivered**

Only securities issued or guaranteed by the State may be used as security by CADES in repurchase agreements entered into to invest its cash balances.

Securities received under these agreements are reported under loans and advances to credit institutions.

These operations are managed by Agence France Trésor as part of the management of the institution's euro cash via the Single Treasury Account.

## **8. Tangible and intangible fixed assets**

Fixed assets are accounted for under the historical cost convention. Tangible fixed assets are depreciated, and intangible fixed assets amortised over their estimated useful life.

Tangible fixed assets consist mainly of office equipment and computer hardware.

Intangible fixed assets consist of software.

## **9. Bonds**

Bonds issued by CADES are reported as a liability in the balance sheet at their nominal value (if redeemed at par) plus accrued interest. Foreign currency bonds are translated into euro at the exchange rate prevailing on the balance sheet date.

Bonds indexed to inflation (French consumer price index excluding tobacco for all households in Metropolitan France) are measured by reference to a predefined inflation benchmark on the balance sheet date, resulting in the recognition of a redemption premium that is reported as a liability.

Inflation benchmarks:

CPI at 31 December 2023:	117.53452
Cadesi 2024 index:	1.1733

When bonds are issued at a premium, this premium is accounted for as deferred charges and is therefore reported under prepayments and accrued income in the balance sheet. These charges are recognised to the profit and loss account over the life of the bonds under banking operating charges.

When bonds are issued at a discount, this discount is accounted for as deferred income. This income is recognised to the profit and loss account over the life of the bonds under banking operating income.

All costs relating to bond issues are charged to the profit and loss account on the date of issue and reported under "fees paid".

## **10. Interest rate and currency swaps**

Commitments in respect of transactions involving forward financial instruments, entered into for the purpose of hedging interest rate and currency exposure, are reported as off-balance sheet commitments at the contract's nominal value. Accounting principles applied differ according to the nature of these instruments and management intention at inception.

Transactions consist mainly of interest rate swaps and currency swaps entered into for hedging purposes. Interest rate swaps are entered into in compliance with the risk management policy defined by the Board of Directors. Currency swaps are entered into only for the purpose of hedging CADES' foreign exchange exposures.

Income and charges arising on forward financial instruments entered into for the purpose of hedging or managing the global interest rate exposure are recognised to profit or loss pro rata temporis.

Gains and losses on hedging designed to reduce the risk resulting from a particular asset or liability are taken to profit or loss and included under interest receivable and similar income or interest payable and similar charges to match income or charges recognised in respect of the hedged item.

As regards balancing cash payments arising from swaps entered into to hedge a debt instrument on inception, the portion covering issuance costs in respect of the underlying instrument is taken to profit and loss when the cash payment is recognised. This accounting method fairly reflects the asset value of issues transformed by entering into swaps involving cash payments and results in the amount equivalent to the issuance costs being recognised to profit and loss pro rata temporis.

## **11. Provisions**

No general provisions for liabilities and charges are recognised by CADES. When appropriate, provisions in respect of identified risks are set aside in accordance with applicable accounting principles.

## **12. Taxation**

CADES is not assessed to business taxes (corporation tax, value added tax and local business tax) or to apprenticeship tax. The only tax it pays is the payroll tax.

Note that profits on the sale of property transferred by the social security agencies did not give rise to the payment of corporation tax.

## **13. Counterparty risk**

CADES may be exposed to counterparty risk on only one type of transaction: forward market transactions. In this particular case, CADES has signed with all its counterparties AFB or FBF forward market agreements providing for daily or weekly margin calls depending on the counterparty and the agreement in place.

To manage its interest rate risk and eliminate currency and/or structural risk, CADES enters into transactions in the forward markets involving instruments such as interest rate swaps, currency swaps and asset swaps. CADES uses daily or weekly margin calls to minimise the residual risk on these instruments in the event of counterparty default.

## **14. Conflict in Ukraine**

In the current context concerning the situation in Ukraine and the consequences of the sanctions imposed on Russia, CADES is monitoring the possible impact on its activities and risks.

The central depositories designated under its various programmes are responsible for applying sanctions against Russia.



## NOTES

### BALANCE SHEET

At 31 December 2023, the balance sheet showed total assets of €8,304.83 million for total debt of €153,380.44 million, resulting in negative reserves of -€145,156.15 million.

### ASSETS

#### Note 1: Treasury and interbank transactions

At (€ millions)	12/31/2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>CENTRAL BANKS</b>	<b>2,450.77</b>	<b>3,971.50</b>	<b>7,038.12</b>
Central banks	2,450.77	3,971.50	7,038.12
<b>TREASURY BILLS AND OTHER BILLS ELIGIBLE FOR REFINANCING WITH CENTRAL BANKS</b>	-	-	-
Government securities with a maturity of less than 3 months	-	-	-
Accrued interest	-	-	-
<b>LOANS AND ADVANCES TO CREDIT INSTITUTIONS</b>	<b>0.02</b>	<b>0.06</b>	<b>0.09</b>
<b>Repayable at sight</b>	<b>0.02</b>	<b>0.06</b>	<b>0.09</b>
Debit balances on ordinary accounts	0.02	0.06	0.09
Securities received under open repurchase agreements	-	-	-
Accrued interest	-	-	-
<b>Repayable at term</b>	-	-	-
Securities received under open repurchase agreements with a maturity of less than 3 months	-	-	-
. of which treasury bills	-	-	-
. of which bonds	-	-	-
. of which own securities	-	-	-
Accrued interest	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2,450.79</b>	<b>3,971.56</b>	<b>7,038.21</b>

NB: On 31 December 2023, the balance on CADES' transaction account with Banque de France was transferred to the euro-denominated deposit account to exclude it from the sweeping of the State's dedicated account with the Banque de France. The "central banks" line item shows the cash balance at 31 December 2023.

#### Note 2: Intangible and tangible fixed assets

(€ millions)	Gross value 1 January 2023	Acquisitions	Disposals	Gross value 31 December 2023	Depreciation, amortisation and impairment	Net book value 31 December 2023	Net book value 31 December 2022	Net book value 31 December 2021
<b>INTANGIBLE ASSETS</b>	<b>0.12</b>	-	-	<b>0.12</b>	<b>0.12</b>	-	-	-
Software	0.12	-	-	0.12	0.12	-	-	-
Other	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TANGIBLE ASSETS</b>	<b>0.02</b>	-	-	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	-	-	-
Sundry equipment	0.02	-	-	0.02	0.02	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>0.14</b>	-	-	<b>0.14</b>	<b>0.14</b>	-	-	-

Intangible and tangible assets reflect the value of the software and equipment acquired by CADES, net of

related amortisation and depreciation.

### **Note 3: Other assets**

<b>SUNDRY DEBTORS</b>	<b>2,058.72</b>	<b>1,353.06</b>	<b>641.71</b>
Deposits paid by way of initial margins	1,918.90	1,137.19	175.78
Deposits	1,914.09	1,135.97	175.03
Accrued interest	4.81	1.22	0.74
Outstanding CRDS and CSG contributions and social levies to be collected	139.82	215.87	465.93
Gross amounts receivable	688.32	780.61	1,067.49
Provisions	-548.50	-564.74	-601.56
Other debtors in respect of financial transactions	-	-	-
Other debtors in respect of operating charges	-	-	-
Other sundry debtors - CNAV	-	-	-
Gross amounts receivable	-	-	-
Provisions	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2,058.72</b>	<b>1,353.06</b>	<b>641.71</b>

Other assets comprise:

- deposits paid by way of initial margins for €1,918.90 million; and
- outstanding CRDS and CSG contributions and social levies to be collected by ACOSS amounting to €139.82 million. Provisions totalling €548.50 million have been deducted from the gross amounts receivable of €688.32 million.

The decrease in gross amounts receivable in 2023 is attributable in part to continued repayment of the deferrals of CSG and CRDS salary contributions granted during the COVID crisis and by a good unsolicited repayment rate.

Movements in provisions against outstanding CRDS and CSG contributions and social levies to be collected and in respect of ongoing disputes are detailed in the table below:

(€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>PROVISIONS BROUGHT FORWARD</b>	<b>564.74</b>	<b>601.56</b>	<b>665.24</b>
Impact of accounting method changes	-	-	-
Provisions set aside - property	-	-	-
Provisions set aside - CRDS and CSG contributions and social levies	3.05	5.59	0.46
Provisions reversed - property	-	-	-
Provisions reversed - CRDS and CSG contributions and social levies	-19.29	-42.41	-64.14
<b>PROVISIONS CARRIED FORWARD</b>	<b>548.50</b>	<b>564.74</b>	<b>601.56</b>

Reflecting the economic conditions of 2023, there was a year-on-year decrease in provisions for CRDS and

CSG receivables not yet collected.

## Note 4: Prepayments and accrued income

At (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>ACCRUED INCOME</b>	<b>2,048.45</b>	<b>1,627.90</b>	<b>1,924.63</b>
On forward interest rate instruments	19.41	13.64	6.63
On forward currency instruments	313.79	195.21	179.02
On CRDS and CSG revenues	1,714.59	1,418.24	1,738.18
On revenue from social levies on income from property and investments	-	-	-
On property sales	-	-	-
Other accrued income	0.66	0.81	0.80
<b>CONTINGENT LOSSES AND LOSSES TO BE SPREAD ON FORWARD FINANCIAL INSTRUMENTS</b>	<b>0.26</b>	<b>0.95</b>	<b>2.84</b>
<b>DEFERRED CHARGES</b>	<b>310.51</b>	<b>328.02</b>	<b>109.03</b>
Issuance premiums on bonds and EMTN	310.51	328.02	109.03
Other deferred charges	-	-	-
<b>PREPAYMENTS</b>	<b>49.14</b>	<b>3.58</b>	<b>3.90</b>
Prepaid administrative expenses	0.02	0.02	0.02
Prepaid interest on negotiable debt instruments	48.76	3.56	3.88
Prepaid interest on bonds	-	-	-
Other prepayments	0.36	-	-
<b>OTHER</b>	<b>1,386.96</b>	<b>3,337.54</b>	<b>2,011.54</b>
Currency adjustment accounts	1,381.10	3,273.17	2,010.86
Property rental adjustment account	-	-	-
Sundry	5.86	64.37	0.68
<b>TOTAL</b>	<b>3,795.32</b>	<b>5,297.99</b>	<b>4,051.94</b>

Prepayments and accrued income consist of transactions affecting the profit and loss account independently of the date on which the corresponding income is paid or collected. They include:

- accrued income relating to CRDS and CSG for €1,714.59 million, interest rate financial instruments for €19.41 million and foreign currency financial instruments for €313.79 million;
- issuance premiums on bonds and EMTN amounting to €310.51 million to be recognised in profit and loss over time;
- prepayments amounting to €49.14 million, which consist mainly of prepaid interest on the issue of negotiable debt instruments;
- foreign currency adjustment accounts amounting to €1,381.10 million, being technical accounts used to recognise to profit and loss adjustments arising on the measurement of off-balance sheet commitments.

## LIABILITIES AND RESERVES

In respect of liabilities, a distinction is made between CADES' reserves and its other liabilities.

Reserves, which consist of the profit and loss account brought forward (€-163,642,66 million), the profit or loss for the year (€18,305.28 million) and the property endowment (€181.23 million), came to €-145,156.15 million.

The profit and loss account brought forward broke down as follows:

REFERENCE TEXT	DEBT TRANSFERRED TO CADES (€ millions)
Order No. 96-50 of 24 January 1996	- 20,885.52
Act No. 97-1164 of 19 December 1997	- 13,263.06
Act No. 2004-810 of 13 August 2004	- 47,310.00
Act No. 2008-1330 of 17 December 2008	- 27,000.00
Act No. 2010-1594 of 20 December 2010	- 65,300.00
Act No. 2011-1906 of 21 December 2011	- 2,466.64
Decree No. 2012-329 of 7 March 2012	- 6,648.05
Decree No. 2013-482 of 7 June 2013	- 7,718.57
Decree No. 2014-97 of 3 February 2014	- 10,000.00
Decree No. 2015-170 of 13 February 2015	- 10,000.00
Decree No. 2016-110 of 4 February 2016	- 23,609.05
Decree No. 2020-1074 of 19 August 2020	- 20,000.00
Decree No. 2021-40 of 19 January 2021	- 40,000.00
Decree No. 2022-23 of 11 January 2022	- 40,000.00
Decree No. 2023-12 of 11 January 2023	- 27,231.52
Payment from ACOSS by way of an adjustment of the deficits from 1999 to 2006	64.72
Accumulated profits generated by CADES between 1996 and 2022 and impact of previous accounting method changes	197,725.03
<b>PROFIT AND LOSS ACCOUNT BROUGHT FORWARD</b>	<b>- 163,642.66</b>

Liabilities, which amounted to €153,380.44 million at 31 December 2023, consist mainly of debts to credit institutions amounting to €848.23 million, debts evidenced by securities totalling €150,903.14 million, initial margins received and others totalling €503.01 million and accruals and deferred income totalling €1,126.06 million.

## Note 5: Treasury and interbank transactions

At	31 December 2023				31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
(€ millions)	Up to 3 months	Over 3 months and up to 1 year	Over 1 year and up to 5 years	Over 5 years	Total	Total	Total
<b>AMOUNTS OWED TO CENTRAL BANKS</b>							
<b>Amounts owed to credit institutions</b>	-	-	848.23	-	848.23	848.23	1,003.37
<b>At sight</b>	-	-	-	-	-	-	-
Credit balances on ordinary accounts	-	-	-	-	-	-	-
<b>At term</b>	-	-	848.23	-	848.23	848.23	1,003.37
Securities given under repurchase agreements	-	-	-	-	-	-	-
Accounts and deposits	-	-	847.00	-	847.00	847.00	998.00
. Euros	-	-	847.00	-	847.00	847.00	998.00
. Other currencies	-	-	-	-	-	-	-
Accrued interest (private placements)	-	-	1.23	-	1.23	1.23	5.37
<b>TOTAL</b>	-	-	848.23	-	848.23	848.23	1,003.37

## Note 6: Debts evidenced by securities

At	31 December 2023				31 December 2022	31 December 2021	
(€ millions)	Up to 3 months	Over 3 months	Over 1 year	Over 5 years	Total	Total	
<b>NEGOTIABLE DEBT INSTRUMENTS</b>	7,910.57	275.87	264.00	-	8,450.44	1,906.03	9,301.81
Treasury bills denominated in euros	-	-	-	-	-	-	-
Treasury bills denominated in other currencies	-	-	-	-	-	-	-
BMTN denominated in euros	-	-	264.00	-	264.00	264.00	264.00
Commercial paper denominated in euros	-	-	-	-	-	-	-
Commercial paper denominated in other currencies	7,909.50	275.63	-	-	8,185.13	1,640.73	9,036.73
Other negotiable debt instruments denominated in foreign currencies	-	-	-	-	-	-	-
Accrued interest	1.07	0.24	-	-	1.31	1.30	1.07
<b>BONDS</b>	7,560.99	16,377.46	62,608.89	55,905.36	142,452.70	141,655.83	114,053.89
Bonds and EMTNs denominated in euros	3,753.00	10,402.16	32,256.50	45,500.00	91,911.66	96,138.05	77,663.34
Bonds and EMTNs denominated in other currencies	3,084.31	5,882.35	30,352.39	10,405.36	49,724.41	44,904.67	35,922.46
Accrued interest	723.68	92.95	-	-	816.63	613.11	468.09
<b>TOTAL</b>	15,471.56	16,653.33	62,872.89	55,905.36	150,903.14	143,561.86	123,355.70

A euro issue for €200 million with a €100 million tap maturing on 20 December 2025 is subject to early redemption at the counterparty's option from 2021.

**Debts evidenced by securities are analysed below:**

Debts evidenced by securities totalled €150,903.14 million and comprise negotiable debt securities totalling €8,450.44 million and bonds and similar instruments totalling €142,452.70 million.

Bonds and similar instruments are issued under a borrowing programme approved by the Minister of the Economy on 15 December 2017, and may be stand-alone or part of the following programmes:

- a French issuance programme for which the maximum amount of outstandings is €130 billion;
- a UK issuance programme for which the maximum amount of outstandings is €65 billion;
- a New York commercial paper issuance programme for which the maximum amount of outstandings is €60 billion;
- a French medium-term note (NEU MTN) issuance programme for which the maximum amount of outstandings is €10 billion;
- a French short-term note (NEU CP) issuance programme for which the maximum amount of outstandings is €20 billion;
- an Australian issuance programme for which the maximum amount of outstandings is AUD 6 billion.

All in all, at 31 December 2023 debts evidenced by securities maturing within one year totalled €32,124.89 million and by those maturing in more than five years €55,905.36 million, compared with €22,427.57 million and €54,262.71 million, respectively, at 31 December 2022. Debt due to mature at between one and five years fell from €66,871.58 million at 31 December 2022 to €62,872.89 million at 31 December 2023.

The table below details borrowings (in millions) by programme:

Programme	Issue date	Maturity Date	Nominal value (issue currency)	Currency	Nominal interest rate	ISIN
Stand-alone	7/29/2011	12/19/2025	615	EUR	3.914%	-
	11/25/2011	12/19/2025	232	EUR	4.50%	-
NEU MTN	5/2/2012	5/2/2025	50	EUR	3.1975%	FR0120634516
	5/10/2012	12/19/2025	214	EUR	Max. (Min [7%; EURCMS10y +0.45%]; 0%)	FR0120634581 (1)
UK	3/20/2014	3/20/2024	3,000	USD	3.375%	US12802DAK28
	5/27/2021	5/27/2024	4,000	USD	0.375%	XS2345996230
	12/1/2021	11/29/2024	2,500	USD	1.125%	XS2416456148
	5/17/2022	5/17/2025	3,500	USD	3.000%	XS2480532915
	9/23/2020	9/23/2025	4,000	USD	0.375%	XS2233264550
	11/2/2022	11/2/2025	4,000	USD	4.625%	XS2551365773
	1/25/2023	1/25/2026	4,000	USD	4.000%	XS2580310246
	2/18/2021	2/18/2026	5,000	USD	1.375%	XS2300334476
	9/19/2023	9/19/2026	4,000	USD	4.875%	XS2689239429
	10/28/2021	10/28/2026	3,000	USD	1.250%	XS2402074277
	5/24/2023	5/24/2028	3,000	USD	3.750%	XS2626268069
	10/21/2020	10/21/2030	3,000	USD	1.000%	XS2247546711
	1/20/2021	1/20/2031	5,000	USD	1.375%	XS2287909159
1/26/2022	1/26/2032	3,000	USD	2.125%	XS2436433333	
French	6/19/2013	1/25/2024	3,600	EUR	2.375%	FR0011521319
	1/28/2021	1/28/2024	2,200	CNY	2.200%	FR0014001PL7
	2/14/2014	2/14/2024	145	AUD	5%	FR0011737709
	2/27/2012	2/27/2024	153	EUR	Max. (Min [7%; EURCMS10y +0.30%]; 0%)	FR0011202514 (1)
	7/2/2012	7/2/2024	60	EUR	Max. (Min [7%; EURCMS10y +0.36%]; 0%)	FR0011277383 (1)
	2/9/2012	7/25/2024	3,250	EUR	CADESI 1.50%	FR0011198787
	9/16/2014	11/25/2024	6,250	EUR	1.375%	FR0012159812
	9/21/2016	12/21/2024	160	EUR	0.12%	FR0013201928
	2/18/2015	2/18/2025	100	EUR	3-month Euribor	FR0012538114
	12/19/2014	6/19/2025	125	AUD	3.750%	FR0012398998
	6/27/2012	6/27/2025	194	EUR	3.202%	FR0011276427
	8/18/2011	8/18/2025	813	EUR	3.625%	FR0011092261
	9/26/2022	9/26/2025	1,000	CNY	2.652%	FR001400CP45
	11/15/2011	11/15/2025	800	NOK	4.700%	FR0011142215
	12/1/2011	12/1/2025	800	NOK	5.120%	FR0011153097
	3/9/2011	12/9/2025	150	CHF	2.500%	CH0124739902
	3/15/2012	12/15/2025	1,000	NOK	4.950%	FR0011213958
	2/1/2012	12/15/2025	5,850	EUR	4.000%	FR0011192392
	2/14/2013	12/15/2025	1,000	NOK	4.250%	FR0011421759
	1/27/2021	12/15/2025	1,500	GBP	0.125%	FR00140010H8
	7/12/2011	12/19/2025	800	NOK	4.800%	FR0011074178
	6/27/2012	12/19/2025	2,000	NOK	4.840%	FR0011276732
	4/1/2011	12/20/2025	300	EUR	3.800%	FR0011027929 (2)
	6/21/2012	12/21/2025	1,000	NOK	4.520%	FR0011271527
	12/2/2020	2/25/2026	3,000	EUR	0.000%	FR0014000UG9
	6/15/2021	11/25/2026	4,000	EUR	0.000%	FR0014004016
	11/16/2022	5/25/2027	5,000	EUR	2.875%	FR001400DZ13
	8/31/2022	11/25/2027	3,000	EUR	1.750%	FR001400CHC6
	10/6/2020	2/25/2028	5,000	EUR	0.000%	FR00140002P5
	1/17/2023	5/25/2028	5,000	EUR	3.000%	FR001400F5U5
	3/17/2021	5/25/2029	5,000	EUR	0.000%	FR0014002GI0
	2/16/2022	11/25/2029	3,500	EUR	0.600%	FR0014008E81
	3/1/2023	3/1/2030	4,000	EUR	3.125%	FR001400G6E6
	9/16/2020	11/25/2030	5,000	EUR	0.000%	FR0013534559
2/3/2021	5/25/2031	4,000	EUR	0.000%	FR0014001W17	
9/15/2021	9/15/2031	5,000	EUR	0.125%	FR0014005FC8	
6/28/2023	11/25/2031	3,000	EUR	3.000%	FR001400IVT8	
1/19/2022	1/19/2032	6,000	EUR	0.450%	FR0014007RB1	
2/2/2022	2/2/2032	5,000	SEK	1.235%	FR00140082X1	
5/3/2022	5/25/2032	5,000	EUR	1.500%	FR001400A3H2	
9/27/2022	11/25/2032	5,000	EUR	2.750%	FR001400CVE3	

- 1) These indexed transactions are hedged by perfect offset swaps and marked to market at variable or fixed rates.
- 2) Investors can redeem this bond from 2021.



## Note 6a: Analysis of transactions in euros and foreign currencies before and after hedging

This note analyses the effect of hedging transactions on the initial debt and breaks down interest rates before and after hedging. It provides both accounting and financial information relating to the value and hedging of instruments at maturity.

(€ millions and currency millions)	Initial Debt		Hedging transactions		Final debt	
	Foreign currencies	Euros	Foreign currencies	Euros	Foreign currencies	Euros
<b>EURO-DENOMINATED DEBT</b>		<b>93,023</b>		<b>56,870</b>		<b>149,892</b>
<b>FOREIGN CURRENCY DENOMINATED DEBT</b>		<b>Value in euros at 31 December 2023</b>		<b>Value in euros at 31 December 2023</b>		
CHF	a	150	162	- 150	- 162	-
GBP	b	1,500	1,726	- 1,500	- 1,726	-
JPY	c	-	-	-	-	-
USD	d	60,045	54,339	- 60,045	- 54,339	-
HKD	e	-	-	-	-	-
SEK	f	5,000	451	- 5,000	- 451	-
AUD	g	270	166	- 270	- 166	-
NOK		9,400	658	- 9,400	- 658	-
NZD	i	-	-	-	-	-
CNY	j	3,200	408	- 3,200	- 408	-
CAD	k	-	-	-	-	-
MXN	k'	-	-	-	-	-
<b>Sub-total foreign currencies</b>	<b>l</b>		<b>57,910</b>	<b>-</b>	<b>57,910</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>m</b>		<b>150,932</b>	<b>-</b>	<b>1,040</b>	<b>149,892</b>

The table above provides a breakdown of the initial nominal debt by issuance currency. Since all transactions in foreign currencies have been hedged, the debt of CADES is synthetically entirely in euro. Hedging transactions have enabled CADES to eliminate the impact of exchange rate fluctuations on its debt.

The table below shows the breakdown of CADES' debt by interest rate type. Hedging impacts the initial breakdown, such that in the final analysis, 72.88% of the debt bears fixed rates, 24.50% floating rates and 2.62% rates indexed to inflation.

Breakdown of debt in euros and foreign currencies before and after hedging										
(€ millions)	Initial Debt				Hedging transactions				Final debt	
	Foreign currencies	Euros	Total	%	Foreign currencies	Euros	Foreign currencies	Euros	Total	%
<b>FIXED RATES</b>										
Negotiable debt instruments	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bonds, EMTN and BMTN	49,724.42	87,879.50	137,603.92	-	49,724.42	20,514.59	-	108,394.09	108,394.09	-
Private placements	-	847.00	847.00	-	-	-	-	847.00	847.00	-
Macro-hedging swaps	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total fixed rates</b>	<b>49,724.42</b>	<b>88,726.50</b>	<b>138,450.92</b>	<b>91.73</b>	<b>- 49,724.42</b>	<b>20,514.59</b>	<b>-</b>	<b>109,241.09</b>	<b>109,241.09</b>	<b>72.88</b>
<b>VARIABLE RATES</b>										
Negotiable debt instruments	8,185.14	-	8,185.14	-	8,185.14	8,445.52	-	8,445.52	8,445.52	-
Bonds, EMTN and BMTN	-	364.00	364.00	-	-	27,909.60	-	28,273.60	28,273.60	-
Private placements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Macro-hedging swaps	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total variable rates</b>	<b>8,185.14</b>	<b>364.00</b>	<b>8,549.14</b>	<b>5.66</b>	<b>- 8,185.14</b>	<b>36,355.12</b>	<b>-</b>	<b>36,719.12</b>	<b>36,719.12</b>	<b>24.50</b>
<b>INDEXED RATES</b>										
Bonds	-	3,932.16	3,932.16	-	-	-	-	3,932.16	3,932.16	-
Macro-hedging swaps	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total indexed rates</b>	<b>-</b>	<b>3,932.16</b>	<b>3,932.16</b>	<b>2.61</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3,932.16</b>	<b>3,932.16</b>	<b>2.62</b>
<b>TOTAL</b>	<b>57,909.56</b>	<b>93,022.66</b>	<b>150,932.22</b>	<b>100.00</b>	<b>- 57,909.56</b>	<b>56,869.70</b>	<b>-</b>	<b>149,892.38</b>	<b>149,892.38</b>	<b>100.00</b>

## **Note 7: Other liabilities**

At (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>DEPOSITS RECEIVED BY WAY OF INITIAL MARGINS</b>	<b>503.01</b>	<b>1,411.51</b>	<b>1,335.02</b>
Deposits	500.30	1,409.40	1,334.93
Accrued interest	2.71	2.11	0.09
<b>OTHER CREDITORS IN RESPECT OF FINANCIAL TRANSACTIONS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>OTHER CREDITORS IN RESPECT OF OPERATING CHARGES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>173.63</b>
Payment to the State	-	-	-
Tax	-	-	-
Social security	-	-	-
Trade creditors	-	-	-
Other sundry creditors (ACOSS)	-	-	173.63
<b>TOTAL</b>	<b>503.01</b>	<b>1,411.51</b>	<b>1,508.65</b>

Other liabilities correspond mainly to:

- Deposits received by way of initial margins in respect of contracts on forward markets put in place to hedge counterparty risk, amounting to €503.01 million at 31 December 2023.

## **Note 8: Accruals and deferred income**

At (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>ACCRUALS</b>	<b>398.75</b>	<b>119.62</b>	<b>43.17</b>
Accruals on forward interest rate instruments	23.93	26.53	31.38
Accruals on forward currency instruments	371.83	91.08	0.20
Fees payable in respect of market transactions	-	-	-
Accruals in respect of operating charges	1.09	1.44	1.37
Accruals in respect of CRDS and CSG collection costs	1.88	0.55	10.20
Accruals in respect of revenue from social levies on income from property and investments	-	-	-
Other accruals	0.02	0.01	0.01
<b>CONTINGENT GAINS AND GAINS TO BE SPREAD ON FORWARD FINANCIAL INSTRUMENTS</b>	<b>46.40</b>	<b>60.14</b>	<b>66.04</b>
<b>UNEARNED INCOME</b>	<b>300.91</b>	<b>347.60</b>	<b>507.11</b>
Issuance premiums on bonds	224.26	347.60	507.11
On government securities	-	-	-
On foreign currency transactions	-	-	-
Other unearned income	76.65	-	-
<b>OTHER</b>	<b>379.98</b>	<b>427.06</b>	<b>361.73</b>
Currency adjustment accounts	379.98	427.06	346.42
Other	-	-	15.32
<b>TOTAL</b>	<b>1,126.04</b>	<b>954.43</b>	<b>978.05</b>

Accruals and deferred income consist of transactions affecting the profit and loss account independently of the date on which the corresponding income is paid or collected.

They include notably:

- Accruals in respect of interest rate swaps for €23.93 million, CRDS and CSG for €1.88 million and forward currency transactions for €371.83 million;
- Balancing cash payments on currency swaps amounting to €46.40 million that are to be spread;
- Unearned income, corresponding to premiums on bond issues amounting to €224.26 million;
- Currency adjustment accounts amounting to €379.98 million, being technical accounts used to recognise to profit and loss adjustments arising on the measurement of off-balance sheet commitments.

### **Note 8a: Provision accounts**

Provisions for liabilities and charges include provisions for:

- redundancy indemnities;
- remuneration of days saved by CADES employees;
- the consequences of the European Court of Justice's Judgment of 26 February 2015 concerning the reimbursement by CADES of CRDS, CSG and social levy overpayments (see Note 14);
- provisions for liabilities and charges in respect of CSG and CRDS.

At (€ millions)	31 December 2022	Set aside	Reversed	Au 31/12/2023
<b>PROVISIONS</b>	<b>76.49</b>	<b>5.54</b>	<b>1.49</b>	<b>80.54</b>
Provisions for redundancy indemnities	0.32	0.01	0.09	0.24
Provisions for time savings accounts	0.06	0.02	-	0.08
Provisions for remuneration	-	0.02	-	0.02
Provisions for liabilities	-	-	-	-
Ruyter judgement	0.50	-	0.50	0.00
CRDS and CSG provisions	75.61	5.49	0.90	80.20
<b>TOTAL</b>	<b>76.49</b>	<b>5.54</b>	<b>1.49</b>	<b>80.54</b>

## PROFIT AND LOSS ACCOUNT

In arriving at the profit for the period, net banking income is reported separately from other operating income and charges.

Net banking income	-	2,751.99	(€ millions)
Exceptional income		-	(€ millions)
Other operating income and charges		21,057.27	(€ millions)
Net profit for the year		18,305.28	(€ millions)

A specific mission has been entrusted to CADES, which is to extinguish a debt over its scheduled term. The profit for the year measures its capacity to reduce its own debt.

### Net banking income

Net banking income consists of the cost of debt, the income generated from cash positions and the net profit or loss on financial transactions.

#### **Note 9: Banking income**

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>INTEREST RECEIVABLE AND SIMILAR INCOME FROM TRANSACTIONS WITH CREDIT INSTITUTIONS</b>	<b>114.02</b>	<b>87.96</b>	<b>85.79</b>
<b>Interest receivable - Demand loans and advances and open repurchase agreements</b>	-	-	-
Interest from ordinary accounts in debit	-	-	-
Interest from loans	-	-	-
Interest from securities delivered under open repurchase agreements	-	-	-
<b>Interest receivable - Term loans, advances and repurchase agreements</b>	-	-	-
Interest from loans denominated in euros	-	-	-
Interest from loans denominated in foreign currencies	-	-	-
Interest from securities delivered under repurchase agreements	-	-	-
<b>Other interest receivable</b>	<b>114.02</b>	<b>87.96</b>	<b>85.79</b>
<b>INTEREST RECEIVABLE AND SIMILAR INCOME FROM BONDS AND OTHER FIXED INCOME SECURITIES</b>	-	-	-
Interest from fixed income securities	-	-	-
Interest from government securities	-	-	-
<b>OTHER INTEREST RECEIVABLE AND SIMILAR INCOME</b>	<b>123.34</b>	<b>699.82</b>	<b>640.03</b>
Amortisation of premiums on issue	123.34	159.51	167.94
Net profit on hedging transactions	-	540.31	472.09
Profit on repurchase of own securities	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>237.36</b>	<b>787.78</b>	<b>725.82</b>

Banking income, which amounted to €237.36 million, consists mainly of:

- Interest receivable and similar income from transactions with credit institutions amounting to €114.02 million; and

- The amortisation of bond premiums on issue amounting to €123.34 million.

## Note 10: Cost of debt

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES ON TRANSACTIONS WITH CREDIT INSTITUTIONS</b>	<b>68.34</b>	<b>45.04</b>	<b>44.14</b>
<b>Interest payable - Demand loans and repurchase agreements</b>	<b>-</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Interest on ordinary accounts in credit	-	0.00	0.00
Interest on overnight loans	-	-	-
Interest on securities delivered under repurchase agreements	-	-	-
<b>Interest payable - Term loans and repurchase agreements</b>	<b>34.51</b>	<b>36.41</b>	<b>40.55</b>
Interest on CDC loan (transfer of debt)	-	-	-
Interest on multi-currency credit	-	-	-
Interest on securities delivered under repurchase agreements	-	-	-
Interest on private placements	34.51	36.41	40.55
<b>Other interest payable and similar charges</b>	<b>33.83</b>	<b>8.63</b>	<b>3.59</b>
<b>INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES ON BONDS AND OTHER FIXED INCOME SECURITIES</b>	<b>2,741.98</b>	<b>1,948.63</b>	<b>1,804.62</b>
<b>Interest on debts evidenced by certificates</b>	<b>2,741.98</b>	<b>1,948.63</b>	<b>1,804.62</b>
Interest on negotiable debt instruments denominated in euros	28.41	3.07	1.95
Interest on negotiable debt instruments denominated in other currencies	194.48	48.78	20.70
Interest on bonds and equivalent securities denominated in euros	1,368.09	1,048.12	1,211.39
Interest on bonds and equivalent securities denominated in other currencies	931.40	572.43	393.25
Other charges on debt evidenced by securities	219.61	276.23	177.32
<b>Other interest payable and similar charges</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FEES PAYABLE</b>	<b>22.13</b>	<b>45.90</b>	<b>42.50</b>
Fees on term loans with credit institutions	0.05	0.05	0.04
Fees on negotiable debt instruments issued	-	-	-
Fees on bonds	22.07	45.84	42.44
Other fees on securities transactions	0.01	0.01	0.02
Other fees	-	-	-
<b>OTHER INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES</b>	<b>156.89</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Net loss on hedging transactions	156.89	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2,989.34</b>	<b>2,039.57</b>	<b>1,891.26</b>

Interest payable and similar charges on CADES' debt, which amounted to €2,989.34 million, increased by 46.6% from 31 December 2022 and consists of:

- Charges amounting to €2,741.98 million in respect of debts;
- Interest amounting to €225.23 million on transactions with credit institutions, consisting of interest on private placements, margin calls and other exchange rate instruments;
- Fees amounting to €22.13 million.

The sharp increase in interest payable and similar charges compared with 31 December 2022 was related to rising market rates.

## Note 11: Gains and losses on trading securities

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>NET GAIN (LOSS) ON FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS</b>	<b>0.01</b>	<b>0.04</b>	<b>0.01</b>
Other foreign exchange transactions	0.01	0.04	0.01

### **Other operating income and charges**

Other operating income and charges consist mainly of specific income and charges dealt with by Order No. 96-50 of 24 January 1996 (CRDS contributions, CSG, social levies on income from property and investments, payments from the Retirement Reserve Fund, property asset sales and payments to the State and social security funding organisations), general operating charges and depreciation, amortisation and impairment charges on non-current assets.

## Note 12: CRDS revenues<sup>2</sup>

The table below details revenue allocated to CADES under Article 6 of Order No. 96-50 of 24 January 1996 after deducting assessment and collection costs and losses on outstanding CRDS contributions (write-offs, waivers, cancellations and debt forgiveness):

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>NET CRDS REVENUES (Article 6)</b>	<b>8,848.33</b>	<b>8,456.36</b>	<b>7,865.90</b>
CRDS contributions levied on employment income and unemployment benefits	7,756.44	7,416.30	6,952.49
CRDS contributions levied on property assets	383.31	382.89	328.05
CRDS contributions levied on investment income	510.67	467.91	432.94
CRDS contributions levied on sales of gems and precious metals	6.05	6.45	5.18
CRDS contributions levied on gaming proceeds	191.86	182.81	147.24
CRDS exemption offsets (travel vouchers and voluntary community services)	-	-	-

CRDS revenues, net of collection costs, amounted to €8,848.33 million.

CRDS levied on wages and salaries (which is mainly collected by ACOSS) represents 87.66% of the total. CRDS collected by the offices of the Directorate General of Public Finances and levied mainly on capital (property and investment income) represented 10.1%. CRDS on gaming winnings and the sale of precious metals represented 2.24%.

### Note 12a

The table below provides a breakdown of income and charges relating to the CRDS at 31 December 2023.

<sup>2</sup> In the context of the COVID crisis and the relief schemes, the amounts of contributions for 2022 and 2023 are not comparable with those for 2021.



(€ millions)

CRDS REVENUES	(I)	CRDS COSTS	(II)	Net revenues (I-II)
CRDS on employment income and unemployment benefits	7,807.49	Write-offs, waivers, cancellation and debt forgiveness	17.95	<b>7,756.44</b>
		Assessment and collection costs	33.10	
CRDS levied on property assets	399.57	Assessment and collection costs	16.26	<b>383.31</b>
CRDS levied on investment income	513.24	Assessment and collection costs	2.57	<b>510.67</b>
CRDS levied on sales of gems and precious metals	6.08	Assessment and collection costs	0.03	<b>6.05</b>
CRDS levied on gaming proceeds	192.82	Assessment and collection costs	0.96	<b>191.86</b>
CRDS exemption offsets (travel vouchers and voluntary community services)	-		-	-
Reversal of provisions on outstanding CRDS to be collected	9.11	Provisions on outstanding CRDS to be collected	4.65	<b>4.46</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8,928.31</b>	<b>TOTAL</b>	<b>75.52</b>	<b>8,852.79</b>

### **Note 12.1: CSG revenues<sup>3</sup>**

Supplementary social security contributions (*Contribution Sociale Généralisée* – CSG) are a resource allocated to CADES at the rate of 0.60% since 1 January 2016 for CSG on taxable employment income, unemployment and similar benefits, and income from property and investments, and at 0.22% for CSG on profits from gaming.

The tax base is similar to that of the CRDS, with the exception that no contributions are levied on the sale of gems and precious metals.

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>NET CSG REVENUES (Article 6)</b>	<b>10,098.87</b>	<b>9,621.55</b>	<b>8,953.55</b>
CSG contributions levied on employment income and unemployment benefits	9,013.25	8,587.52	8,028.49
CSG contributions levied on property assets	460.68	460.43	394.53
CSG contributions levied on investment income	612.82	561.50	519.55
CSG contributions levied on gaming proceeds	12.12	12.10	10.98
CSG exemption offsets	-	-	-

CSG revenues, net of collection costs, amounted to €10,098.87 million.

CSG levied on wages and salaries (which is collected mainly by ACOSS) represents 89.25% of the total. The remaining CSG is levied on investment income, profits from gaming and property income (10.75%).

### **Note 12.1a**

The table below provides a breakdown of income and charges relating to the CSG at 31 December 2023.

<sup>3</sup> In the context of the COVID crisis and the relief schemes, the amounts of contributions for 2022 and 2023 are not comparable with those for 2021.

(€ millions)

CSG REVENUES	(I)	CSG COSTS	(II)	Net revenues (I-II)
CSG levied on employment income and unemployment benefits	9,073.04	Write-offs, waivers, cancellation and debt forgiveness	20.01	<b>9,013.25</b>
		Assessment and collection costs	39.78	
CSG levied on property assets	480.23	Assessment and collection costs	19.55	<b>460.68</b>
CSG levied on investment income	615.90	Assessment and collection costs	3.08	<b>612.82</b>
CSG levied on gaming proceeds	12.18	Assessment and collection costs	0.06	<b>12.12</b>
CSG exemption offsets	-		-	-
Reversal of provisions on outstanding CSG to be collected	11.07	Provisions on outstanding CSG to be collected	3.90	<b>7.17</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10,192.42</b>	<b>TOTAL</b>	<b>86.38</b>	<b>10,106.04</b>

### **Note 12.2: Social levies on income from property and investments**

Social levies on income from property and investments were a source of revenue allocated to CADES from 1 January 2011 under Act No. 2010-1594 of 20 December 2010 (pursuant to Articles 245-14 and 245-15 of the Social Security Code). Since 1 January 2016, CADES no longer receives the 1.3% portion of these levies, but an additional 0.12% of CSG.

The following table essentially shows adjustments in 2023 to payments recognised in 2015.

Period ended (€ millions)	31 December 2023		31 December 2022		31 December 2021	
<b>NET REVENUES FROM SOCIAL LEVIES</b>	-	<b>0.08</b>	-	<b>0.11</b>	-	<b>0.19</b>
On income from property		-		-		-
On income from investments	-	0.08	-	0.11	-	0.19

### **Note 12.2a**

(€ millions)

REVENUE FROM SOCIAL LEVIES	(I)	COSTS RELATING TO SOCIAL LEVIES	(II)	Net revenues (I-II)
On income from property	-	Assessment and collection costs	-	-
		Write-offs, waivers, cancellation and debt forgiveness	-	
On income from investments	- 0.08	Assessment and collection costs	-	- <b>0.08</b>
Reversal of provisions on outstanding amounts to be collected	-	Provisions on outstanding amounts to be collected	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>- 0.08</b>	<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>- 0.08</b>

The following table shows the breakdown of revenue and costs associated with social levies on income from property and investments recognised in 2023.

### Note 12.3: Payments by the Retirement Reserve Fund (FRR)

The Retirement Reserve Fund paid €2.10 billion on 26 June 2023.

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>REVENUE FROM THE RETIREMENT RESERVE FUND</b>	<b>2,100.00</b>	<b>2,100.00</b>	<b>2,100.00</b>
Revenue for the year	2,100.00	2,100.00	2,100.00

### Note 13: General operating charges

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>STAFF COSTS</b>	<b>0.68</b>	<b>0.83</b>	<b>0.87</b>
Wages and salaries	0.54	0.63	0.62
Social security charges	0.12	0.21	0.24
Time savings account	0.02 -	0.01	0.01
Sundry income and charges	-	-	-
<b>OTHER ADMINISTRATIVE EXPENSES</b>	<b>1.31</b>	<b>1.56</b>	<b>1.43</b>
Taxes and duties	0.06	0.08	0.08
External services	1.25	1.48	1.35
<b>TOTAL</b>	<b>1.99</b>	<b>2.39</b>	<b>2.30</b>

General operating charges correspond to expenditure falling within the scope of the administrative budget. They do not include the acquisition and the amortisation and depreciation of fixed assets (see Note 2).

### List of staff positions at 31 December 2023

#### Non-civil servant public sector employees:

- 1 senior front office manager (grade A)
- 1 assistant front office manager (grade A)
- 1 asset and liabilities matching strategist (grade A)
- 1 senior back office manager (grade A)
- 1 assistant back office manager (grade A)
- 1 communication officer (grade A)

#### Civil servant employees:

- 1 administrative manager (grade A)

CADES has made available non-civil servant public sector employees to AFT since 1 September 2017 and has accordingly paid the corresponding salaries, employer charges and payroll taxes, which have then been reimbursed annually by the Directorate General of the Treasury (DGT). In accordance with the terms of the services framework agreement signed on 1 September 2017 by CADES and the DGT, these salaries are then rebilled to CADES.

CADES's administrative expenses came to €1.31 million for 2023 and comprised mainly operating costs paid directly by the Ministry of the Economy and Finance in respect of activities carried out by AFT on behalf of CADES, in accordance with the financial agreement of 22 November 2018, as well as statutory auditors' fees for the statutory audit of the 2023 financial statements in the amount of €62,701.53 excluding VAT.

**Note 14: Other non-banking operating charges**

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
Payments to the State	-	-	-
Provisions for sundry liabilities			
Ruyter judgement	-	-	-
Reduction of CRDS and CSG income	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-

In the Judgment of 26 February 2015, the European Court of Justice confirmed the non-taxability of property income received in France by tax non-residents, and granted them entitlement to the full reimbursement of sums unduly deducted since 2012 in respect of CRDS, CSG and social levies.

**Note 14a: Other operating income**

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
Other reversals of provisions for sundry charges	-	-	-
Other reversals of provisions for sundry liabilities			
Ruyter judgement	0.50	0.51	3.40
<b>TOTAL</b>	<b>0.50</b>	<b>0.51</b>	<b>3.40</b>

**Note 15: Exceptional income and charges**

Period ended (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
Statutory limitation of debt - administrative budget	-	-	-
Statutory limitation of debt - financing budget	-	-	-
Other exceptional income (impact of ACOSS changes)	-	-	-
Other exceptional charges (impact of ACOSS changes)	-	-	-
Other exceptional charges	-	-	-
Other exceptional income	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-

## OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

Off-balance sheet commitments distinguish between commitments given and commitments received and are analysed between loan commitments, guarantee obligations and guarantees on securities. Certain commitments are not recorded on the face of the accounts, being commitments in respect of currency transactions and forward financial instruments. Information regarding these commitments is provided in Notes 16 and 17 below.

### Note 16: Currency transactions

(€ millions)	At 31 December 2023		At 31 December 2022		At 31 December 2021	
	Currencies to be received	Currencies to be delivered	Currencies to be received	Currencies to be delivered	Currencies to be received	Currencies to be delivered
à masquer	1 arrondi	2 arrondi	1 arrondi	2 arrondi	1 arrondi	2 arrondi
<b>FORWARD TRANSACTIONS: FINANCING IN FOREIGN CURRENCY</b>	<b>57,909.57</b>	-	<b>46,545.42</b>	-	<b>44,959.19</b>	-
<b>Hedging transactions over the counter</b>						
<b>Forward exchange against euros</b>	<b>8,185.15</b>	-	<b>1,640.74</b>	-	<b>9,036.73</b>	-
Up to 1 year	8,185.15	-	1,640.74	-	9,036.73	-
From 1 to 5 years	-	-	-	-	-	-
Over 5 years	-	-	-	-	-	-
<b>Currency swaps against euros</b>	<b>49,724.42</b>	-	<b>44,904.68</b>	-	<b>35,922.46</b>	-
Up to 1 year	8,966.67	-	3,608.21	-	3,090.23	-
From 1 to 5 years	30,352.39	-	29,829.92	-	25,768.84	-
Over 5 years	10,405.36	-	11,466.55	-	7,063.39	-
<b>FORWARD TRANSACTIONS: FOREIGN CURRENCY FINANCING COMMITMENTS RECEIVED</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Hedging transactions over the counter</b>						
<b>Forward exchange against euros</b>	-	-	-	-	-	-
Up to 1 year	-	-	-	-	-	-
From 1 to 5 years	-	-	-	-	-	-
<b>Currency swaps against euros</b>	-	-	-	-	-	-
Up to 1 year	-	-	-	-	-	-
From 1 to 5 years	-	-	-	-	-	-
Over 5 years	-	-	-	-	-	-

Forward exchange contracts against euro correspond to forward purchases entered into for the purpose of hedging commercial paper denominated in foreign currencies. Forward exchange outstandings at 31 December 2023 came to €8,185.15 million.

The increase in outstandings of currency swaps against euro is attributable to the increase in foreign currency issue outstandings.

**Note 17: Forward financial instruments**

(€ millions)	At 31 December 2023	At 31 December 2022	At 31 December 2021
<b>INTEREST RATE INSTRUMENTS</b>			
<b>Organised markets and equivalents</b>	-	-	-
Firm transactions entered into for hedging purposes	-	-	-
Euro Bobl futures contracts (5 years)	-	-	-
Euro Bund futures contracts (10 years)	-	-	-
Other firm transactions	-	-	-
Options entered into for hedging purposes	-	-	-
Other options	-	-	-
<b>Over the counter</b>	<b>5,090.50</b>	<b>6,014.79</b>	<b>9,178.25</b>
<b>Firm transactions entered into for hedging purposes</b>			
. Interest rate swaps in euros	<b>5,090.50</b>	<b>6,014.79</b>	<b>9,178.25</b>
. Micro hedging	5,090.50	6,014.79	9,178.25
Up to 1 year	2,999.17	824.29	3,163.46
From 1 to 5 years	2,091.33	5,190.50	6,014.79
Over 5 years	-	-	-

At 31 December 2023, interest rate instruments entered into by CADES comprised swaps amounting to €5,090.50 million entered into for micro hedging purposes.

## Note 18: Other off-balance sheet commitments

At (€ millions)	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
<b>FINANCING COMMITMENTS</b>			
<b>Commitments received</b>			
<b>From credit institutions</b>			
. Back-up credit lines	1,200.00	1,000.00	1,200.00
. Multi-currency credit lines	-	-	-
. Credit lines in treasury bills	-	-	-
. Other credit lines	-	-	-
<b>Sundry</b>			
. Retirement Reserve Fund ( <i>Fonds de Réserve pour les Retraites – FRR</i> )	15,150.00	17,250.00	19,350.00
. Borrowings	-	-	-
. Commercial paper and securities lent under repurchase agreements	-	-	-
<b>Commitments given</b>			
Payments to the State	-	-	-
Payments to social security agencies	-	-	-
. Assumption of debt provided for by Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on the social security debt and autonomy	8,768.47	36,000.00	76,000.00
Financing commitments given under repurchase agreements, currency purchases and treasury bills	-	-	-

Commitments received consist of:

- Five activation agreements for credit lines enabling CADES to add funds directly to its euro-denominated deposit account held with Banque de France, totalling €1.2 billion and cancellable by the counterparties at 30 to 60 days' notice depending on the counterparty; and
- a total of €15.15 billion in payments from the Retirement Reserve Fund, corresponding to the annual payments of €2.10 billion for 2024 (2011 Social Security Funding Law No. 2010-1594 of 20 December 2010) and €1.45 billion for the period from 2025 to 2033 (Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on the social security debt and autonomy).

Commitments given correspond to the amount of the “social security debt and autonomy” transfer provided for by Law No. 2020-992 of 7 August 2020 on the social security debt and autonomy, which amends Order No. 96-50 and provides for the transfer of €136 billion of social security debt to CADES between 2020 and 1 January 2024. The remaining commitment at 31 December 2023 corresponds to:

- Forecast social security deficits between 2020 and 2023 in the amount of €8.77 billion, relating to the current crisis and the future investments in public healthcare institutions provided for as a result of the “*Ségur de la santé*” consultation.

The total amount of payments that CADES can make in respect of the assumption of debts is limited to €40 billion per year. The dates and amounts of these payments are set by decree.

**Note 19: Abridged statements**

<b>BALANCE SHEET AT 31 December 2023</b>		(€ millions)
<b>PROFIT AND LOSS ACCOUNT BROUGHT FORWARD AT 31 DECEMBER 2023</b>	-	<b>163,642.66</b>
<b>PROFIT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2023</b>		<b>18,305.28</b>
<b>PROPERTY ENDOWMENT</b>		<b>181.23</b>
<b>DEBT REMAINING TO BE REPAID AT 31 DECEMBER 2023</b>	-	<b>145,156.15</b>
<b>Represented by:</b>		
. Liabilities towards third parties		
. Borrowings falling due within 1 year		<b>32,124.89</b>
. Borrowings falling due after 1 year		<b>119,626.48</b>
. Other creditors, accruals and unearned income		<b>1,629.07</b>
. Less assets held by CADES		
. Financial investments		<b>2,450.79</b>
. Other debtors, prepayments and accrued income		<b>5,773.50</b>
<b>PROFIT AND LOSS ACCOUNT Period ended 31 December 2023</b>		(€ millions)
<b>NET REVENUE FROM CRDS, CSG AND SOCIAL LEVIES</b>		<b>18,959.27</b>
<b>ESTIMATION CHANGES AND ERROR ADJUSTMENTS</b>		-
<b>NET REVENUE FROM RETIREMENT RESERVE FUND (FRR)</b>		<b>2,100.00</b>
<b>NET REVENUE FROM PROPERTY</b>		-
Interest payable and similar charges	-	2,810.32
Fees	-	179.06
Interest receivable and similar income		237.39
<b>NET FINANCIAL CHARGES</b>	-	<b>2,752.00</b>
<b>Operating charges</b>	-	<b>1.99</b>
<b>OPERATING PROFIT</b>		<b>18,305.28</b>
Provisions for sundry liabilities		-
Exceptional income (charges)		-
<b>NET PROFIT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2023</b>		<b>18,305.28</b>



## OTHER INFORMATION

The table below provides information on market value, comparing the debt at repayment value as at 31 December 2023 with the debt at market value.

Debt at repayment value as at closing date comprises the following elements:

- a. The nominal value of fixed rate, variable rate and adjustable rate borrowings in euros.
- b. The nominal value of the fixed rate, variable rate and adjustable rate euro legs of basis swaps representing perfect transformation of foreign currency-denominated borrowings into euro-denominated borrowings.
- c. The accrued nominal value of inflation indexed bonds as at 31 December 2023.
- d. Interest accrued but not yet due is excluded from debt at repayment value.

Debt at repayment value at maturity comprises the following elements:

- a. The nominal value of fixed rate, variable rate and adjustable rate borrowings in euro.
- b. The nominal value of the fixed rate, variable rate and adjustable rate euro legs of basis swaps representing perfect transformation of foreign currency-denominated borrowings into euro-denominated borrowings.
- c. The projected nominal value at maturity of inflation indexed bonds.
- d. The market value of swaps used for macro hedging.

Debt at market value comprises the following elements:

- a. The value of the fixed rate bonds and inflation indexed bonds based on the average market price on 31 December 2023.
- b. The value of unlisted securities issued by CADES obtained using the CADES zero-coupon curve as at 31 December 2023. Options embedded in certain of these securities are valued using an internal model based on standard valuation software developed and marketed by an independent service provider.
- c. The value of derivatives used to transform part of the debt through micro hedging. Options embedded in certain of these instruments are valued using the same internal model.
- d. The value of derivatives used for macro hedging.
- e. The present value at 31 December 2023 of collateral, repurchase agreements and bank balances.

(€ millions)	DEBT AT REPAYMENT VALUE		DEBT AT MARKET VALUE	MARKET VALUE OF HEDGING TRANSACTIONS	
	At maturity	At 31 December 2023	At 31 December 2023	At 31 December 2023	
Up to 1 year	26,801.84	26,765.36	26,752.91	487.08	
From 1 to 5 years	63,975.29	63,975.29	63,730.24	-	1,273.54
Over 5 years	55,287.16	55,287.16	50,572.60	-	547.98
Swaps	-	-	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>146,064.29</b>	<b>146,027.80</b>	<b>141,055.74</b>	-	<b>1,334.44</b>
Variable rate	32,854.55	32,854.55	32,967.49	-	1,507.04
Indexed rate	3,968.65	3,932.16	3,937.75	-	
Fixed rate	109,241.09	109,241.09	104,150.50	172.60	
Swaps	-	-	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>146,064.29</b>	<b>146,027.80</b>	<b>141,055.74</b>	-	<b>1,334.44</b>

Compared with the previous financial year, at 31 December 2023 there had been an increase in the proportion of short-term debt and a decrease in that of medium- and long-term debt, as shown by the table below:

DEBT	31 December 2023	At 31 December 2022	At 31 December 2021
Short term (< 1 year)	<b>18.33%</b>	<b>13.21%</b>	<b>13.19%</b>
Medium term	<b>43.81%</b>	<b>47.97%</b>	<b>60.45%</b>
Long-term (> 5 years)	<b>37.86%</b>	<b>38.83%</b>	<b>26.37%</b>

As regards the breakdown between issues denominated in euro and other currencies, in the year ended 31 December 2023 the proportion of euro-denominated debt decreased slightly from 31 December 2022, as shown by the table below:

DEBT	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
Foreign currencies	<b>37.94%</b>	<b>31.00%</b>	<b>35.40%</b>
Euros	<b>62.06%</b>	<b>69.00%</b>	<b>64.60%</b>

The post-hedging book-value-debt breakdown below shows a decrease in the proportion of fixed rate and indexed issues and an increase in that of variable rate issues:

DEBT	31 December 2023	31 December 2022	31 December 2021
Variable rate	<b>22.50%</b>	<b>19.17%</b>	<b>20.55%</b>
Indexed rate	<b>2.69%</b>	<b>2.76%</b>	<b>3.06%</b>
Fixed rate	<b>74.81%</b>	<b>78.07%</b>	<b>76.39%</b>

Explanation of variances between market value and repayment value of debt:

The difference between the market value of the debt and its repayment value is explained by the following factors:

- The market value of fixed rate loans decreased because of the increase in interest rates;
- Market value factors in the present value of future coupons whereas repayment value excludes coupons;  
and
- Gains and losses on macro-hedging swaps impact market value one way or the other.

The above information covers a significant part of CADES' main activity, which is to repay in the best possible conditions the debt it raises on the financial markets.

## **POST-BALANCE SHEET EVENTS**

Decree No. 2024-176 of 6 March 2024 set the assumption of debts for the 2024 financial year. These amounted to €8.77 billion and break down as follows:

- €8.77 billion for forecast deficits.